



Distr. : générale
24 juin 2015

Français
Original: anglais

**Conférence des Parties à la Convention de Bâle
sur le contrôle des mouvements transfrontières
de déchets dangereux et de leur élimination**

Douzième réunion

Genève, 4-15 mai 2015

Point 4 c) i) de l'ordre du jour

**Questions relatives à l'application de la Convention :
questions juridiques, de respect des obligations et de
gouvernance : Comité chargé d'administrer le Mécanisme
visant à favoriser l'exécution et le respect des obligations au
titre de la Convention de Bâle**

**Comité chargé d'administrer le Mécanisme visant à favoriser
l'exécution et le respect des obligations au titre de la Convention de
Bâle**

Guide du système de contrôle

Note du Secrétariat

À sa douzième réunion, la Conférence des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination a adopté, dans la décision BC-12/7 relative au Comité chargé d'administrer le Mécanisme visant à favoriser l'exécution et le respect des obligations au titre de la Convention de Bâle, le guide du système de contrôle sur la base du projet de guide présenté dans le document UNEP/CHW.12/9/Add.3, qui a été préparé par le Comité chargé d'administrer le Mécanisme visant à favoriser l'exécution et le respect des obligations au titre de la Convention de Bâle. Le texte de la version définitive du guide du système de contrôle, tel qu'il a été adopté, se trouve en annexe à la présente note.

Annexe

Guide du système de contrôle

**Manuel d'instructions à l'intention des personnes concernées par les
mouvements transfrontières de déchets dangereux**

Sommaire

Avant-propos	4
1. Introduction	5
2. Déchets contrôlés en vertu de la Convention de Bâle	5
2.1 Qu'entend-on par déchet ?	5
2.2 Quels déchets sont visés par la Convention ?	5
3. Restrictions aux mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets	7
4. Description générale de la procédure de contrôle	8
4.1 Responsabilité de la notification	8
4.2 Documents de notification et de mouvement et consentement préalable en connaissance de cause (PIC)	8
4.3 Questions concernant le transit	9
4.4 Questions concernant les déchets qui ne sont considérés dangereux que par certains des États concernés par le mouvement transfrontière	9
4.5 Mouvements destinés aux opérations d'élimination D13 à D15 et R12 - R13	10
4.6 Achèvement du mouvement et attestation d'élimination	11
4.7 Contrats	11
4.8 Garanties financières	12
4.9 Règles et réglementations internationales et nationales applicables au transport	12
4.10 Gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets	12
5. Mouvements qui ne peuvent pas être menés à terme comme prévu et trafic illicite	13
5.1 Mouvements qui ne peuvent pas être menés à terme conformément au contrat	13
5.2 Trafic illicite	14
6. Description opérationnelle de la procédure de contrôle	15
6.1 Principales étapes de la procédure de contrôle	15
6.2 Aide-mémoire pour l'exportateur ou le producteur (en tant qu'auteur de la notification)	18
6.3 Aide-mémoire pour l'éliminateur (installations d'élimination/de récupération)	22

Appendices

Appendice 1: Glossaire	25
Appendice 2: Annexes I et II à la Convention de Bâle sur les catégories de déchets à contrôler et les catégories de déchets exigeant un examen spécial et annexes VIII et IX à la Convention de Bâle contenant respectivement les listes A et B de déchets	27
Appendice 3: Annexe III à la Convention de Bâle donnant la liste de caractéristiques de danger	41
Appendice 4: Eléments essentiels devant figurer dans le contrat ou la série de contrats conclus entre l'exportateur et l'éliminateur	43
Appendice 5: Annexe IV à la Convention de Bâle sur les opérations d'élimination	45
Appendice 6: Documents de notification et de mouvement révisés pour le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et instructions sur la manière de les remplir	47

Avant-propos

La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, qui a été adoptée le 22 mars 1989, est entrée en vigueur le 5 mai 1992. Au 15 mai 2015, 182 États et l'Union européenne étaient Parties à la Convention.

La Convention de Bâle établit un mécanisme contraignant convenu au niveau international pour le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets visés par la Convention. La Convention doit être transposée dans la législation interne de chaque Partie. Le présent guide a été préparé en vue d'expliquer de manière accessible la Convention et son système de contrôle, et de faciliter la mise en application de ce système. Il est destiné à l'usage des personnes concernées par les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, et notamment les producteurs, ramasseurs, exportateurs, transporteurs, importateurs et éliminateurs de déchets. Toutefois, il est à noter que ce guide se veut uniquement un document explicatif à l'appui du texte de la Convention de Bâle, et qu'il ne remplace en aucune manière le texte de la Convention de Bâle ni les dispositions applicables de la législation nationale. En cas de doute sur tous points particuliers du guide, veuillez vous référer au texte de la Convention de Bâle ou contacter votre autorité nationale ou correspondant compétents, ou bien le Secrétariat de la Convention de Bâle. Les utilisateurs doivent s'assurer de bien connaître les lois nationales qui mettent en œuvre la Convention de Bâle, car l'approche adoptée par chaque pays peut varier légèrement et les Parties ont le droit au titre de la Convention de compléter les listes de déchets de la Convention de Bâle dans leur législation interne particulière. Les pays peuvent également imposer, outre les dispositions mettant en œuvre la Convention, des mesures plus strictes.

Le présent guide contient des hyperliens qui permettront aux utilisateurs d'accéder aux versions les plus récentes des documents qui se trouvent sur le site Web de la Convention de Bâle.

L'élaboration de la version originale de ce guide du système de contrôle (manuel d'instructions), adopté lors de la COP4 (décision IV/14) a été rendue possible grâce à l'aide du gouvernement finlandais. Le présent guide a été élaboré par le Comité chargé de l'application et du respect de la Convention, en application des décisions BC-10/11 et BC-11/8, grâce à l'apport d'un soutien financier par l'Union européenne, et adopté lors de la COP12 (décision BC-12/7).

Le présent guide remplace le guide du système de contrôle (manuel d'instructions) adopté par la Conférence des Parties à sa quatrième réunion.

1. Introduction

1. La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, qui a été adoptée le 22 mars 1989, est entrée en vigueur le 5 mai 1992. L'objectif global de la Convention de Bâle est d'établir un contrôle strict des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets adverses qui peuvent résulter de la production et de la gestion de ces déchets.

2. Par sa décision BC-10/2, la Conférence des Parties a adopté lors de sa dixième réunion¹ un cadre stratégique pour la mise en œuvre de la Convention pour la période 2012-2021, énonçant les buts et objectifs stratégiques suivants :

(a) But 1: Garantie de l'exécution efficace par les Parties de leurs obligations concernant les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets

(b) But 2 : Renforcer la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets

(c) But 3 : Promouvoir la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets en tant que contribution essentielle à la promotion de moyens de subsistance durables, à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et à la protection de la santé humaine et de l'environnement.

3. Au moment de son entrée en vigueur, en 1992, la Convention de Bâle a introduit de nouvelles normes, règles et procédures juridiques régissant les mouvements et l'élimination des déchets aux niveaux national et international. Dans ce contexte, la Convention exprime la volonté de la communauté internationale de résoudre ce problème environnemental mondial de manière collective. Un système de réglementation permettant de surveiller et de contrôler les mouvements transfrontières des déchets dangereux est énoncé dans le texte intégral de la Convention.

4. Chaque État Partie à la Convention est lié par toutes les obligations qui en découlent. Tout État qui est Partie à la Convention est tenu de mettre en place une législation nationale permettant d'appliquer les dispositions de la Convention. Toute personne² relevant de la juridiction nationale d'un État Partie à la Convention de Bâle qui intervient dans un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est juridiquement tenue de se conformer aux lois et réglementations nationales régissant les mouvements transfrontières de déchets et leur élimination.

5. Le présent manuel d'instructions se veut un guide pratique et effectif à l'intention de toutes les personnes qui interviennent dans les mouvements transfrontières de déchets visés par la Convention de Bâle, et notamment les producteurs, ramasseurs, exportateurs, transporteurs, importateurs et éliminateurs de déchets.

2. Déchets contrôlés en vertu de la Convention de Bâle

2.1 Qu'entend-on par déchet ?

6. La Convention de Bâle définit les déchets comme « des substances ou objets qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national » (Article 2, paragraphe 1). Une définition du terme « élimination » dans le contexte de la Convention de Bâle est donnée dans le glossaire de l'appendice 1.

7. Il est important de noter que la Convention reconnaît dans l'article 1, paragraphe 1, alinéa b), et l'article 3, que des déchets, autres que ceux indiqués dans les annexes I et II, peuvent être définis comme dangereux par la législation nationale. Se référer à la section 4.4 pour les procédures de contrôle des mouvements transfrontières à appliquer dans de tels cas.

2.2 Quels déchets sont visés par la Convention ?

8. Conformément à l'article premier de la Convention, les déchets suivants faisant l'objet de mouvements transfrontières sont visés par les procédures de contrôle de la Convention :

(a) Les déchets considérés comme des « déchets dangereux » aux fins de la Convention :

¹ Ce rapport est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://archive.basel.int/meetings/cop/cop10/documents/28e.pdf>

² Par « personne » on entend toute personne physique ou morale telle que définie à l'article 2, paragraphe 14, de la Convention.

- (i) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I de la Convention, à moins qu'ils ne possèdent aucune des caractéristiques indiquées à l'annexe III de la Convention (article premier, paragraphe 1, alinéa a) ;
 - (ii) Les déchets autres que ceux mentionnés ci-dessus, qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de la Partie d'exportation, d'importation ou de transit (article premier, paragraphe 1, alinéa b) ; et
- (b) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe II et sont considérés comme « *d'autres déchets* » aux fins de la Convention (article premier, paragraphe 2).
9. Les déchets suivants sont exclus du champ d'application de la Convention de Bâle :
- (a) Les déchets qui, en raison de leur radioactivité, sont soumis à d'autres systèmes de contrôle internationaux, y compris des instruments internationaux, s'appliquant spécifiquement aux matières radioactives (article premier, paragraphe 3) ; et
 - (b) Les déchets provenant de l'exploitation normale d'un navire et dont le rejet fait l'objet d'un autre instrument international (article premier, paragraphe 4).
10. L'annexe I de la Convention présente une liste de 45 grandes catégories génériques de déchets, réparties en flux de déchets (Y1 - Y18) et en constituants de déchets (Y19 - Y45). L'annexe II comprend deux catégories de déchets (Y46, Y47) qui demandent un examen spécial, bien qu'ils ne soient pas considérés normalement comme des déchets dangereux. Les catégories Y de déchets sont présentés à l'appendice 2.
11. Tout déchet qui entre dans l'une ou l'autre des catégories indiquées à l'annexe I (Y1 - Y45) est considéré comme un déchet dangereux visé par la Convention de Bâle, à moins que l'on puisse démontrer qu'il ne possède aucune des caractéristiques de danger décrites à l'annexe III de la Convention (voir appendice 3 du présent manuel). Normalement, en vertu de la législation nationale, il appartient à l'exportateur ou à toute autre personne (par exemple, le producteur) intervenant dans l'exportation du déchet de prouver, si nécessaire, que le déchet en question ne possède ni ne présente aucune des caractéristiques de danger, de telle sorte qu'il ne soit pas soumis à un contrôle au titre de la Convention. Pour cette raison, il est important de bien connaître les dispositions applicables des lois nationales des États qui pourraient être concernés par un mouvement transfrontière de déchets.
12. À sa quatrième réunion, en février 1998, la Conférence des Parties a ajouté les deux listes de déchets sous forme de deux nouvelles annexes à la Convention, à savoir l'annexe VIII (liste A) et l'annexe IX (liste B). Elles étaient censées éliminer certains doutes et clarifier les inscriptions au titre de la Convention. La Conférence des Parties examine régulièrement les listes A et B. En outre, conformément à la décision BC VIII/15 de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle, on a établi un processus visant à faciliter l'identification de nouvelles substances à inscrire et l'obtention d'un accord à ce sujet. Toutefois, il convient de noter que les annexes I et III demeurent celles qui énoncent les facteurs permettant de classer les déchets comme dangereux aux fins de la Convention, et que les listes A et B ne sont pas censées être exhaustives.
- (a) La liste A. Les déchets figurant dans cette liste sont classés comme dangereux en vertu de l'article premier, paragraphe 1, alinéa a), de la Convention, mais leur appartenance à cette liste n'empêche pas le recours à l'annexe III pour démontrer qu'un déchet n'est pas dangereux.
 - (b) La liste B. Les déchets figurant dans cette liste ne sont pas des déchets visés par l'article premier, paragraphe 1, alinéa a) de la Convention, à moins qu'ils ne contiennent des matières répertoriées à l'annexe I à un taux de concentration tel qu'ils présentent une des caractéristiques énoncées à l'annexe III.
13. Les déchets particuliers figurant sur la liste A de l'annexe VIII et la liste B de l'annexe IX complètent et clarifient les dispositions de l'article premier, paragraphe 1, alinéa a) de la Convention eu égard aux annexes I et III.
14. Les annexes VIII et IX ont été modifiées de temps à autres par le biais de la procédure adoptée en application de la décision BC VIII/15, et des listes actualisées ont été publiées sur le site Web de la Convention de Bâle : www.basel.int. Là encore, ces listes doivent être incorporées dans les lois nationales des juridictions dont vous relevez, mais peuvent être complétées en y ajoutant des déchets qui sont définis comme dangereux par la législation interne. Le fait de bien connaître les lois nationales applicables peut permettre d'éviter des difficultés lors d'expéditions de déchets, comme par exemple une demande de reprise de déchets parce que leur expédition n'est pas autorisée par la législation d'une juridiction particulière.

3. Restrictions aux mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets

15. La Convention de Bâle définit certaines restrictions quant aux mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets. Ces restrictions doivent impérativement être prises en compte lorsqu'une Partie évalue si un mouvement transfrontière particulier de déchets est acceptable ou non. La Convention de Bâle prévoit que :

(a) Les Parties interdisent l'exportation de déchets dangereux dans les Parties qui ont exercé leur droit souverain, mentionné à l'article 4, paragraphe 1, alinéa a), de la Convention de Bâle, d'interdire l'importation de déchets dangereux et d'autres déchets dans leur territoire en vue de leur élimination (article 4, paragraphes 1 et 2). Il est par conséquent important pour vous de savoir s'il existe une interdiction de cette nature dans la législation de la Partie vers laquelle vous souhaitez exporter les déchets. Ces interdictions doivent être notifiées au Secrétariat de la Convention de Bâle. Des informations pertinentes sur ce point se trouvent sur le site Web à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/Countries/ImportExportRestrictions/tabid/1481/Default.aspx>.

- (i) Certains pays, par exemple, ont mis de telles interdictions en place pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention de Bamako, qui interdit les importations de déchets dangereux en Afrique et régit le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux en Afrique ; et la Convention de Waigani, qui exige que certaines Parties interdisent les importations de déchets dangereux et radioactifs en provenance de pays extérieurs à la région couverte par la Convention et régit le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux au sein de la région du Pacifique Sud.
- (ii) De plus, certaines Parties à la Convention de Bâle, telles que l'Union européenne et ses États membres, ont intégré dans leur législation nationale la mise en application de la décision III/1, désignée sous le nom de « ban amendment », bien que l'amendement ne soit pas encore entré en vigueur.

(b) Pour ce qui est des déchets qui ne sont pas spécifiquement interdits par l'État importateur, les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux si le pays importateur n'a pas donné par écrit son accord spécifique pour cette importation (article 4, paragraphe 1, alinéa c)). Si vous êtes exportateur, vous êtes tenu de savoir qu'il est interdit de déclencher le mouvement transfrontière au départ de la Partie exportatrice avant d'avoir obtenu le consentement écrit des Parties de transit et d'importation.

(c) Chaque Partie prend les mesures voulues pour interdire l'exportation de déchets dangereux si elle a des raisons de croire que les déchets en question ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles (article 4, paragraphe 2, alinéa e)). Que vous soyez exportateur ou importateur, vous devez vous assurer que les installations où les déchets sont expédiés en vue de leur élimination sont en mesure de gérer ces déchets de manière écologiquement rationnelle, sinon le mouvement ne sera pas autorisé.

(d) Les Parties n'autorisent pas les exportations de déchets dangereux vers un État qui n'est pas Partie à la Convention, ni les importations de tels déchets en provenance d'un État non Partie (article 4, paragraphe 5), à moins que les Parties concernées n'aient conclu, conformément à l'article 11 de la Convention, des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux qui énoncent des dispositions qui ne sont pas moins écologiquement rationnelles que celles prévues par la Convention, compte tenu notamment des intérêts des pays en développement.³ Vous pourrez déterminer s'il vous sera possible d'exporter vers une Partie donnée en consultant la liste des Parties et Signataires, que vous trouverez à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/Countries/StatusofRatifications/PartiesSignatories/tabid/1290/Default.aspx>, ainsi que les copies des accords et arrangements qui ont été notifiés au Secrétariat, disponibles à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/Countries/Agreements/tabid/1482/Default.aspx>. Vous pouvez également vous renseigner auprès du correspondant national ou de l'autorité compétente de la Partie exportatrice si vous êtes exportateur.

16. Les exportations de déchets dangereux en vue de leur élimination dans la zone située au sud du 60^e parallèle de l'hémisphère sud (c'est-à-dire l'Antarctique) sont interdites (article 4, paragraphe 6).

³ L'article 11, paragraphe 1, décrit de nouveaux accords ou arrangements conclus après l'entrée en vigueur de la Convention de Bâle à l'égard d'un pays. En ce qui concerne les accords ou arrangements antérieurs à cela, l'article 11, paragraphe 2, prévoit une réglementation un peu moins stricte.

4. Description générale de la procédure de contrôle

17. La procédure de notification des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets constitue le fondement du système de contrôle de la Convention de Bâle. Une des principales caractéristiques de la Convention de Bâle est qu'aux termes de celle-ci un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ne peut avoir lieu que sur notification écrite préalable (y compris par courriel ou autre moyen de communication électronique, par courrier postal, télécopie, etc.) de l'État d'exportation, du producteur ou de l'exportateur aux autorités compétentes des États d'exportation, d'importation ou de transit (le cas échéant), et sur réception par l'auteur de la notification du consentement préalable écrit de ces autorités autorisant le mouvement transfrontière des déchets à destination de leur juridiction ou à travers celle-ci. De plus, chaque expédition de déchets dangereux ou d'autres déchets doit être accompagnée d'un document de mouvement depuis le lieu d'origine du mouvement transfrontière jusqu'au lieu d'élimination des déchets (voir articles 6.9, 4.7 alinéa c) et l'annexe VB de la Convention de Bâle). Une attestation certifiant que l'élimination a été menée à bien doit être envoyée par l'éliminateur à l'exportateur et à l'autorité compétente de l'État d'exportation. Le mouvement transfrontière ne doit être pas être déclenché par l'État d'exportation avant d'avoir reçu confirmation écrite que l'auteur de la notification a obtenu le consentement écrit de l'État d'importation et que l'auteur de la notification a reçu de l'État d'importation confirmation de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets en question (article 6, paragraphe 3).

18. En 2006, à sa huitième réunion, la Conférence des Parties a adopté de nouveaux formulaires pour les documents de notification et de mouvement, afin de clarifier les informations indiquées à l'annexe V, parties A et B. Des informations concernant ces formulaires sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.basel.int/Procedures/NotificationMovementDocuments/tabid/1327/Default.aspx>

4.1 Responsabilité de la notification

19. Conformément au paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention, l'État d'exportation informe par écrit les autorités compétentes des États concernés de tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets envisagé, ou exige du producteur ou de l'exportateur qu'ils le fassent. La notification doit être rédigée dans une langue que l'État d'importation considère acceptable et en employant les documents appropriés de l'autorité compétente de l'État d'exportation. Une définition des termes « producteur », « exportateur » et « autorité compétente » se trouve dans le glossaire de l'appendice 1.

20. Si vous êtes l'exportateur ou le producteur, vous devez vérifier que la Partie d'exportation se charge bien d'envoyer la notification ou si elle exige que vous le fassiez. Veuillez noter que par « États concernés » on entend les « Parties qui sont États d'exportation ou d'importation et les États de transit, qu'ils soient ou non Parties ».

4.2 Documents de notification et de mouvement et consentement préalable en connaissance de cause (PIC)

21. Des documents spéciaux doivent être utilisés pour informer les autorités compétentes des États concernés de tous les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets et, ensuite, pour accompagner les mouvements de déchets. Les autorités compétentes publieront ces documents (sur support papier ou sous forme de document électronique en ligne), qui consistent en deux formulaires : « le document de notification et le document de mouvement ». Un exemple de chacun de ces documents ainsi que des instructions sur la manière de les remplir sont présentés à l'appendice 6 du présent manuel.

22. La notification a pour objet de fournir des renseignements détaillés, exacts et complets sur ceux qui sont concernés par le ou les mouvements, sur les déchets eux-mêmes, sur le type d'opération d'élimination auquel les déchets sont destinés, et sur d'autres aspects relatifs au mouvement proposé. Ces renseignements permettront aux autorités compétentes concernées d'être suffisamment bien informées pour juger si elles doivent faire objection ou consentir au mouvement, conformément à la Convention de Bâle et à la législation nationale applicable.

23. Une notification ne concerne souvent qu'un type de déchets. Elle peut couvrir plusieurs expéditions de déchets sur une période maximum d'un an, à condition que les déchets en question possèdent les mêmes caractéristiques physiques et chimiques, et qu'ils soient régulièrement expédiés au même éliminateur en passant par les mêmes postes de douane à l'entrée et à la sortie. Le terme « notification générale » est utilisé pour décrire ce type de notification (voir article 6, paragraphe 6). Il est utile de vérifier que cette possibilité est prévue par la législation interne des juridictions dans lesquelles s'effectuera votre mouvement transfrontière.

24. Le document de mouvement est destiné à accompagner les déchets d'un bout à l'autre, c'est-à-dire de leur point de départ chez le producteur jusqu'à leur arrivée aux installations agréées dans un autre pays, et chaque personne prenant en charge un mouvement transfrontière doit signer le document de mouvement. Ce dernier fournit des renseignements pertinents sur une expédition particulière, et notamment sur les transporteurs qui s'en chargent, sur les passages en douane, ainsi que sur la réception et l'élimination des déchets par l'éliminateur. La Convention exige que les éliminateurs informent à la fois l'exportateur et l'autorité compétente de l'État d'exportation qu'ils ont reçu les déchets en question et, en temps voulu, qu'ils les ont bien éliminés selon les modalités indiquées dans la notification. Si l'État d'exportation ne reçoit pas ces informations, l'autorité compétente de l'État d'exportation ou l'exportateur doit en informer l'État d'importation.

25. Le document de mouvement doit préciser le numéro de notification de l'expédition. La Conférence des Parties recommande par conséquent que le document de notification dûment rempli accompagne toujours le document de mouvement (décision III/16). La plupart des pays acceptent qu'une copie de la notification dûment remplie et pleinement autorisée soit jointe au document de mouvement. Toutefois, certains pays exigent que l'original de la notification, tamponné et signé par l'autorité compétente, accompagne toujours le document de mouvement. Dans ce dernier cas, l'exportateur ou le producteur devra fournir à l'autorité compétente concernée un document de notification signé pour chacune des personnes prenant en charge les mouvements transfrontières. L'autorité compétente devra signer et tamponner chacun des documents de notification et tous les renvoyer à l'exportateur ou au producteur.

26. Veuillez noter que certaines Parties ont mis au point des systèmes électroniques de notification et de suivi des mouvements transfrontières.⁴

4.3 Questions concernant le transit

27. Même si un État de transit n'est pas Partie à la Convention de Bâle, l'autorité compétente de cet État doit être informée du transit de déchets envisagé, de la même manière que s'il était Partie à la Convention (article 7). Bien que la Convention de Bâle ne le stipule pas explicitement, de nombreux pays exigent que le transit des déchets ne soit pas autorisé avant que l'autorité compétente de l'État concerné par ce transit n'ait notifié par écrit son consentement au mouvement.

28. Certains États qui ne sont pas Parties à la Convention de Bâle ont communiqué au Secrétariat de la Convention de Bâle des informations sur les correspondants nationaux et/ou les autorités compétentes qu'il convient de contacter lorsqu'un transit de déchets est envisagé à travers leur territoire. Les coordonnées des personnes à contacter peuvent être obtenues en ligne à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/Countries/CountryContacts/tabid/1342/Default.aspx>. Dans les cas où les États n'ont pas indiqué de correspondant national, l'autorité gouvernementale à contacter est normalement le ministère de l'Environnement de ces États ou bien le ministère des Affaires étrangères.

4.4 Questions concernant les déchets qui ne sont considérés dangereux que par certains des États concernés par le mouvement transfrontière

29. L'article 6, paragraphe 5, prévoit une adaptation des dispositions concernant les notifications dans les cas où les déchets ne sont juridiquement définis ou considérés comme dangereux que par l'État d'exportation, l'État d'importation, les États d'importation et de transit ou l'État de transit. Cela peut être dû à plusieurs raisons, par exemple :

(a) Une Partie peut, en vertu de l'article 1, paragraphe 1, alinéa b), de la Convention, classer des déchets autres que ceux inscrits aux annexes I et II de la Convention comme dangereux en application de sa législation interne ;

(b) Étant donné que les déchets peuvent être définis différemment dans la législation nationale des États concernés, certains objets ou substances peuvent ne pas être considérés comme des déchets par ces États ; ou

(c) Les autorités compétentes peuvent ne pas être d'accord sur la question de savoir si un certain déchet possède ou non une ou plusieurs des caractéristiques de danger énoncées à l'annexe III de la Convention.

30. L'article 6, paragraphe 5, prévoit que :

« 5. Lorsque, dans un mouvement transfrontière de déchets, ces déchets ne sont juridiquement

⁴ Des informations détaillées indiquant quels pays acceptent/transmettent des notifications électroniques peuvent être obtenues auprès des autorités compétentes voulues des pays concernés.

définis ou considérés comme dangereux que :

- a) Par l'État d'exportation, les dispositions du paragraphe 9 du présent article qui s'appliquent à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'État d'importation s'appliqueront mutatis mutandis à l'exportateur et à l'État d'exportation, respectivement ;
- b) Par l'État d'importation ou par les États d'importation et de transit qui sont Parties, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 du présent article qui s'appliquent à l'exportateur et à l'État d'exportation s'appliqueront mutatis mutandis à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'État d'importation, respectivement ;
- c) Par tout État de transit qui est Partie, les dispositions du paragraphe 4 s'appliqueront audit État. »

31. Veuillez contacter l'autorité compétente du pays concerné pour toute clarification relative à l'application de cette disposition dans les cas particuliers de notifications potentielles ou toute autre question s'y rapportant.

32. Lorsque, dans un mouvement transfrontière de déchets, ces déchets ne sont juridiquement définis ou considérés dangereux que par l'État d'exportation, les dispositions du paragraphe 9 de l'article 6 qui s'appliquent à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'État d'importation s'appliqueront mutatis mutandis à l'exportateur et à l'État d'exportation, respectivement. Dans le contexte du présent guide, cela signifie que l'exportateur, et non pas l'éliminateur, doit informer l'autorité compétente de l'État d'exportation de la réception par l'éliminateur des déchets en question et, en temps voulu, de l'achèvement des opérations d'élimination selon les modalités indiquées dans la notification. Si cette information n'est pas reçue dans l'État d'exportation (à savoir l'information concernant l'élimination), l'autorité compétente de l'État d'exportation ou l'exportateur en informe l'État d'importation.

33. Lorsque, dans un mouvement transfrontière de déchets, ces déchets ne sont juridiquement définis ou considérés comme dangereux que par l'État d'importation, ou par les États d'importation et de transit qui sont Parties, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 de l'article 5 qui s'appliquent à l'exportateur et à l'État d'exportation s'appliqueront mutatis mutandis à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'État d'importation, respectivement. Dans le contexte du présent guide, qui est axé sur le secteur privé, il en découle les conséquences suivantes :

- (a) L'importateur ou l'éliminateur est tenu d'informer, par écrit, les États de transit et d'importation du mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets envisagé (paragraphe 1 de l'article 6 mutatis mutandis) ;
- (b) Le déclenchement du mouvement ne sera pas autorisé avant que l'auteur de la notification n'ait reçu le consentement écrit de l'État d'importation et qu'il n'ait reçu de l'État d'importation confirmation de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets en question (paragraphe 3 de l'article 6 mutatis mutandis).

4.5 Mouvements destinés aux opérations d'élimination D13 à D15 et R12 - R13

34. L'annexe IV de la Convention de Bâle présente une liste des opérations d'élimination des déchets (reproduite à l'appendice 5 du présent guide). Certaines des opérations figurant dans cette liste doivent être considérées comme des « opérations intermédiaires ou temporaires » ; en d'autres termes, les déchets devront subir un traitement supplémentaire avant que la dernière opération d'élimination puisse s'effectuer. Ces opérations comprennent : le regroupement préalablement à l'une des opérations d'élimination (D13) ; le reconditionnement préalablement à l'une des opérations d'élimination (D14) ; le stockage préalablement à l'une des opérations d'élimination (D15) ; l'échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11 (R12) ; et la mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de récupération (R13).

35. Lorsque les déchets dangereux ou autres déchets faisant l'objet d'un mouvement transfrontière sont destinés aux opérations d'élimination D13 à D15 ou R12 et R13, les autorités compétentes peuvent exiger que la ou les opérations d'élimination prévues ensuite soient spécifiées dans la notification en tant qu'informations supplémentaires. L'autorité compétente peut décider de ne pas autoriser le mouvement de déchets envisagé si elle n'est pas convaincue que les déchets seront éliminés d'une manière écologiquement rationnelle à leur destination finale.

4.6 Achèvement du mouvement et attestation d'élimination

36. Les lois nationales régissant la mise en application des dispositions de la Convention de Bâle exigeront non seulement que l'éliminateur signe le manifeste à la réception des déchets, mais qu'il informe l'exportateur ainsi que l'autorité compétente de l'État d'exportation de la réception des déchets en question et, en temps voulu, de l'achèvement de l'opération d'élimination selon les modalités indiquées dans la notification. Les exportateurs doivent savoir qu'ils peuvent être tenus par la législation nationale d'informer l'État d'importation s'ils ne reçoivent pas cette attestation d'élimination, s'il n'est pas demandé à la Partie d'exportation de le faire. La réception de l'attestation d'élimination marque l'aboutissement du mouvement et certifie à la Partie d'exportation que le mouvement a été mené à terme conformément aux approbations correspondantes. Ceci est important, car la Convention prévoit des règles à suivre par les Parties et autres intéressés lorsque les mouvements transfrontières n'ont pas eu lieu, ou n'ont pas pu s'effectuer, conformément aux approbations correspondantes (voir ci-après la section 4.7 sur les contrats et la section 5.2 sur le trafic illicite).

4.7 Contrats

37. L'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets en question est une condition préalable importante pour l'autorisation et le déclenchement du mouvement transfrontière des déchets (article 6, paragraphe 3).

38. Les parties à un contrat doivent veiller à ce qu'il soit conforme aux exigences énoncées dans la Convention de Bâle, comme le prévoit la législation nationale applicable. Les parties contractuelles doivent savoir que, dans certains pays, les autorités compétentes peuvent imposer dans le contrat des obligations supplémentaires qui dépassent la portée de la Convention de Bâle. Par exemple, les parties contractuelles peuvent être tenues de soumettre les contrats (intégralement ou en partie) à l'examen des autorités compétentes, et il peut être utile par conséquent de joindre une copie du contrat à la notification, même si le paragraphe 21 de l'annexe VA n'exige que « des renseignements concernant » le contrat.

39. En général, les contrats doivent confirmer que les transporteurs et les installations d'élimination opèrent sous la juridiction légale d'une Partie à la Convention de Bâle et jouissent d'un statut juridique approprié. Toute personne transportant ou éliminant des déchets dangereux ou d'autres déchets doit être « autorisée ou habilitée à procéder à ce type d'opération » par les autorités compétentes de l'État d'exportation, de l'État ou des États de transit ou de l'État d'importation (article 4, paragraphe 7).

40. L'attribution dans les contrats de la responsabilité juridique et financière pour toute conséquence adverse d'une erreur de manutention, d'accidents ou d'autres faits imprévisibles, aide les autorités compétentes à identifier les parties responsables à tout moment au cours du mouvement de déchets, conformément aux dispositions et lois nationales. Le contrat doit également spécifier quelle partie assume la responsabilité de prévoir d'autres arrangements lorsque les conditions initiales du contrat ne peuvent pas être remplies.

41. Il convient de noter qu'aux termes de l'article 8 de la Convention de Bâle, l'État d'exportation doit veiller à ce que les déchets soient ramenés dans l'État d'exportation, par l'exportateur, lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ne peut être mené à terme conformément aux clauses du contrat, et que d'autres arrangements ne peuvent pas être conclus pour permettre l'élimination des déchets de manière écologiquement rationnelle.

42. La Convention prévoit que le mouvement ne peut pas être déclenché avant que l'État d'exportation ait obtenu confirmation que l'auteur de la notification a bien reçu de l'État d'importation confirmation de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets en question. Il est à noter qu'un contrat doit normalement être conclu avant l'envoi de la notification et la communication par les autorités compétentes de leurs autorisations. Par conséquent, le contrat doit inclure une mise en garde précisant qu'il est conclu « sous réserve d'autorisation », afin d'éviter d'éventuels problèmes pratiques en matière de commerce dans le cas où le mouvement transfrontière de déchets envisagé ne serait pas autorisé par les autorités compétentes.

43. Les éléments essentiels à la préparation des contrats pour les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets sont indiqués à l'appendice 4. Toutefois, il se peut que la législation nationale exige des conditions différentes ou supplémentaires en ce qui concerne le contenu du contrat, et elle doit toujours être consultée.

4.8 Garanties financières

44. La Convention de Bâle stipule que « les États d'importation ou de transit qui sont Parties peuvent exiger que tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets soit couvert par une assurance, un cautionnement ou d'autres garanties » (article 6, paragraphe 11). Ces garanties sont censées assurer que des fonds soient immédiatement disponibles pour un autre mode de gestion de ces déchets dans les cas où l'expédition et l'élimination ne peuvent pas s'effectuer comme prévu au départ. Ces garanties peuvent prendre la forme de polices d'assurance, de lettres de banque, de cautions ou d'autres promesses d'indemnisation en cas de dommages, selon les pays concernés. Il vous est conseillé de consulter votre législation nationale afin de déterminer les dispositions qui sont applicables à votre mouvement transfrontière.

4.9 Règles et réglementations internationales et nationales applicables au transport

45. La Convention de Bâle impose aux Parties l'obligation d'exiger que les déchets dangereux et les autres déchets faisant l'objet d'un mouvement transfrontière soient emballés, étiquetés et transportés conformément aux règles et normes internationales généralement acceptées et reconnues en matière d'emballage, d'étiquetage et de transport, et qu'il soit dûment tenu compte des pratiques internationalement admises en la matière (article 4, paragraphe 7, alinéa b)). Et notamment, bien que les règles et réglementations nationales doivent cadrer, dans la mesure du possible, avec les Recommandations des Nations Unies relatives au transport des marchandises dangereuses (consultables en ligne à l'adresse suivante : <http://www.unece.org/?id=3598>) et avec la version révisée la plus récente du Règlement type pour le transport des marchandises dangereuses qui y figure, il est utile de vérifier les points de détail de la législation interne des États dans lesquels vous opérez.

4.10 Gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets

46. Le système réglementaire de la Convention de Bâle a pour but d'assurer que les déchets dangereux et autres déchets soient gérés d'une manière écologiquement rationnelle, quel que soit le lieu où ils sont éliminés.

47. À sa onzième réunion, la Conférence des Parties à la Convention de Bâle a adopté, dans sa décision BC-11/1 (concernant le suivi de l'initiative de l'Indonésie et de la Suisse pour améliorer l'efficacité de la Convention de Bâle), le cadre pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets. Ce cadre est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/Overview/tabid/3615/Default.aspx>.

48. Afin d'aider les autorités et autres organes concernés à évaluer et améliorer les critères de gestion des déchets, la Conférence des Parties à la Convention de Bâle a également adopté de nombreux documents d'orientation et directives techniques qui donnent des indications détaillées sur la gestion écologiquement rationnelle pour les opérations d'élimination et les flux de déchets suivants :

- (a) Document-cadre sur la préparation de directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets visés par la Convention de Bâle ;
- (b) Directives techniques sur les déchets dangereux provenant de la production et de l'utilisation de solvants organiques (Y6) ;
- (c) Directives techniques sur les déchets dangereux : déchets d'huiles provenant du pétrole (Y8) ;
- (d) Directives techniques sur les déchets constitués de PCB, de PCT et de PBB ou en contenant (Y10) ;
- (e) Directives techniques sur les déchets ménagers collectés (Y46) ;
- (f) Directives techniques sur les décharges spécialement aménagées (D5) ;
- (g) Directives techniques sur l'incinération à terre (D10) ;
- (h) Directives techniques sur la régénération ou autres réemplois des huiles usagées (R9) ;
- (i) Directives techniques sur la co-incinération écologiquement rationnelle de déchets dangereux dans les fours de cimenteries ;
- (j) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets constitués de mercure élémentaire et des déchets contenant du mercure ou contaminés par cette substance ;

- (k) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des pneus usés et des déchets de pneus ;
- (l) Directives techniques générales actualisées pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets constitués de polluants organiques persistants (POP), en contenant ou contaminés par ces substances ;
- (m) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets composés de 1,1,1-trichloro-2,2-bis-(4-chlorophenyl)éthane (DDT), en contenant ou contaminés par cette substance ;
- (n) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets contenant des PCDD, PCDF, HCB ou PCB produits non intentionnellement, ou contaminés ces substances ;
- (o) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets composés des pesticides aldrine, chlordane, dieldrine, endrine, heptachlore, HCB, mirex ou toxaphène, en contenant ou contaminés ces substances, ou contenant du HCB en tant que produit chimique industriel ;
- (p) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques et leur élimination ;
- (q) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle du démantèlement intégral ou partiel des navires ;
- (r) Directives techniques sur les déchets dangereux : traitement physico-chimique (D9) / traitement biologique (D8) ;
- (s) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets de batteries au plomb et à l'acide ;
- (t) Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets biomédicaux et des déchets de soins médicaux (Y1; Y3) ;
- (u) Directives techniques sur le recyclage ou la récupération écologiquement rationnels des métaux et des composés métalliques (R4) ;
- (v) Document d'orientation sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux destinés à des opérations de récupération.
- (w) Document d'orientation sur la caractéristique de danger H6.2 (Substances infectieuses) ;
- (x) Travaux sur les caractéristiques de danger – Approche de la caractéristique de danger H11 de la Convention de Bâle : caractérisation de la toxicité chronique ou différée ;
- (y) Directives provisoires sur la caractéristique de danger H12 – matières écotoxiques ;
- (z) Directives intérimaires sur la caractéristique de danger H13 de l'annexe III à la Convention de Bâle.

49. Ces documents et directives sont disponibles auprès du Secrétariat de la Convention de Bâle ou en ligne, à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/TheConvention/Publications/TechnicalGuidelines/tabid/2362/Default.aspx>. Il se peut que la Conférence des Parties adopte à l'avenir des directives techniques supplémentaires sur d'autres flux de déchets et opérations d'élimination considérés comme prioritaires, ainsi que des versions actualisées de directives existantes. Il est utile pour toutes les personnes concernées par un mouvement transfrontière de déchets d'avoir connaissance de ces directives car elles peuvent influencer le choix du pays et des installations de destination, ainsi que la probabilité d'obtenir l'approbation nécessaire pour procéder au mouvement et à l'élimination envisagés.

5. Mouvements qui ne peuvent pas être menés à terme comme prévu et trafic illicite

5.1 Mouvements qui ne peuvent pas être menés à terme conformément au contrat

50. Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel les États concernés ont consenti, ne peut être mené à terme conformément aux clauses du contrat, l'État d'exportation est tenu de veiller à ce que l'Exportateur réintroduise les déchets dans l'État d'exportation, si d'autres dispositions ne peuvent être prises pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles (article 8). Cela doit avoir lieu dans un délai de 90 jours à compter du

moment où la Partie d'importation a informé la Partie d'exportation et le Secrétariat, ou toute autre période convenue par les États concernés. Il est conseillé à l'organisme qui est en possession des déchets d'informer immédiatement l'exportateur/le producteur ainsi que les autorités compétentes des États d'exportation et d'importation de la situation. Si l'expédition se trouve dans un État de transit, l'autorité compétente de ce pays doit alors, elle aussi, en être immédiatement informée.

51. Dans de tels cas, d'autres arrangements doivent être mis en place en vue de la gestion et du contrôle des déchets ou de leur retour, si nécessaire, à l'exportateur/au producteur.

52. Pour ceux qui sont concernés par le retour de ces déchets à la Partie d'exportation, il convient de noter que l'État d'exportation et tout État de transit ne s'opposeront pas au renvoi des déchets dans l'État d'exportation, ni ne l'entraveront ou ne l'empêcheront.

5.2 Trafic illicite

53. Conformément à l'article 9 de la Convention de Bâle, est réputé constituer un trafic illicite tout mouvement transfrontière de déchets ou d'autres déchets :

- (a) effectué sans qu'une notification ait été donnée conformément aux dispositions de la Convention de Bâle ;
- (b) effectué sans le consentement qui doit être donné conformément aux dispositions de la Convention de Bâle ;
- (c) effectué avec le consentement nécessaire des États concernés obtenu par falsification, fausse déclaration ou fraude ;
- (d) qui n'est pas conforme matériellement aux documents correspondants ; ou
- (e) qui entraîne une élimination délibérée (par exemple, déversement) de déchets dangereux ou d'autres déchets en violation de la Convention et des principes généraux du droit international.

54. Au cas où un mouvement transfrontière est considéré constituer un trafic illicite « du fait du comportement de l'exportateur ou du producteur », la Convention de Bâle exige que l'État d'exportation veille à ce que les déchets en question soit repris par l'exportateur ou le producteur ou, s'il y a lieu, par lui-même dans l'État d'exportation ; ou bien, si cela est impossible, qu'ils soient éliminés d'une autre manière conformément aux dispositions de la Convention, et ceci, dans un délai de 30 jours à compter du moment où l'État d'exportation a été informé du trafic illicite, ou tout autre délai dont les États concernés pourraient convenir.

55. Si le mouvement transfrontière est considéré comme trafic illicite « par suite du comportement de l'importateur ou de l'éliminateur », l'État d'importation veille à ce que les déchets en question soient éliminés d'une manière écologiquement rationnelle par l'importateur ou l'éliminateur ou, s'il y a lieu, par lui-même, et ceci, dans un délai de 30 jours à compter du moment où il s'est rendu compte du trafic illicite, ou tout autre délai dont les États concernés pourraient convenir.

56. Lorsque « la responsabilité du trafic illicite ne peut être imputée » à quiconque, la Convention de Bâle exige que les Parties concernées ou d'autres Parties, le cas échéant, coopèrent pour veiller à ce que les déchets en question soient éliminés le plus tôt possible selon des méthodes écologiquement rationnelles.

57. La Convention de Bâle exige que chaque Partie adopte des lois nationales pour interdire et réprimer sévèrement le trafic illicite.

58. Les documents d'orientation suivants indiquant comment faire face au trafic illicite sont disponibles sur le site Web de la Convention de Bâle :

- (a) Éléments d'orientation pour la détection, la prévention et la répression du trafic illicite de déchets dangereux ;
- (b) Manuel de formation de la Convention de Bâle sur le trafic illicite pour les services des douanes et les organismes d'application des lois ;
- (c) Manuel d'instruction sur les poursuites à engager en cas de trafic illicite de déchets dangereux et d'autres déchets ;
- (d) Des orientations sur la mise en application des dispositions de la Convention de Bâle sur le trafic illicite – paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 9 – qui est actuellement en cours d'élaboration.

59. En outre, les Parties sont encouragées à remplir et à remettre au Secrétariat le Formulaire de cas confirmés de trafic illicite, disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/Portals/4/Basel%20Convention/docs/legalmatters/illegtraffice/illegtrafform.pdf>.

6. Description opérationnelle de la procédure de contrôle

6.1 Principales étapes de la procédure de contrôle

60. Les principales étapes de la procédure de contrôle de la Convention de Bâle sont indiquées aux figures 1 et 2. Les principales responsabilités des différentes parties intervenant dans la procédure de contrôle sont présentées aux figures 3 et 4. Veuillez noter que les diagrammes suivants décrivent le système de contrôle d'une manière simplifiée. Ce dernier est traité plus en détail dans les aide-mémoire des sections 6.2 et 6.3 du présent guide.

Figure 1 : Diagramme de la procédure de notification et de consentement de la Convention de Bâle

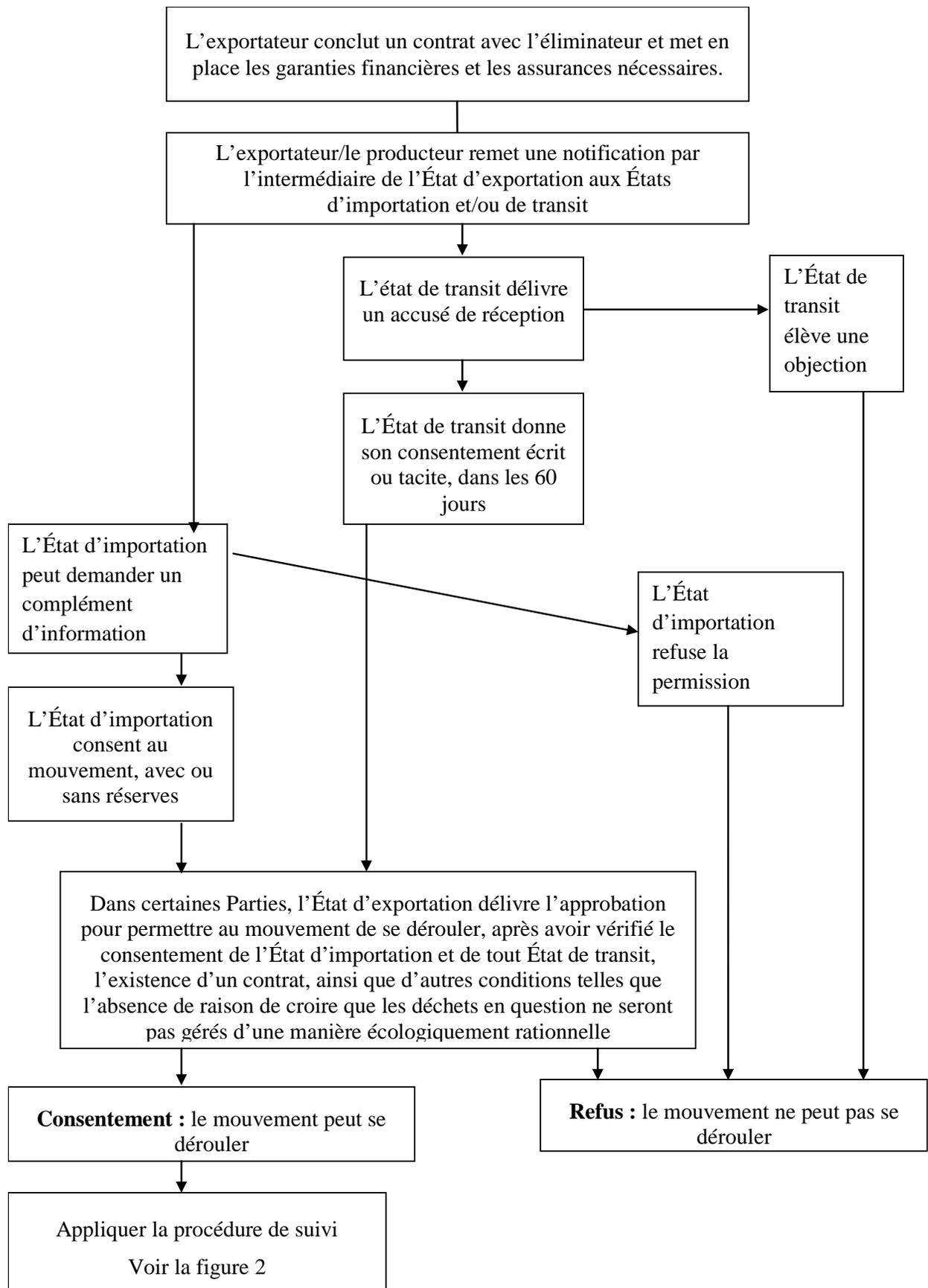
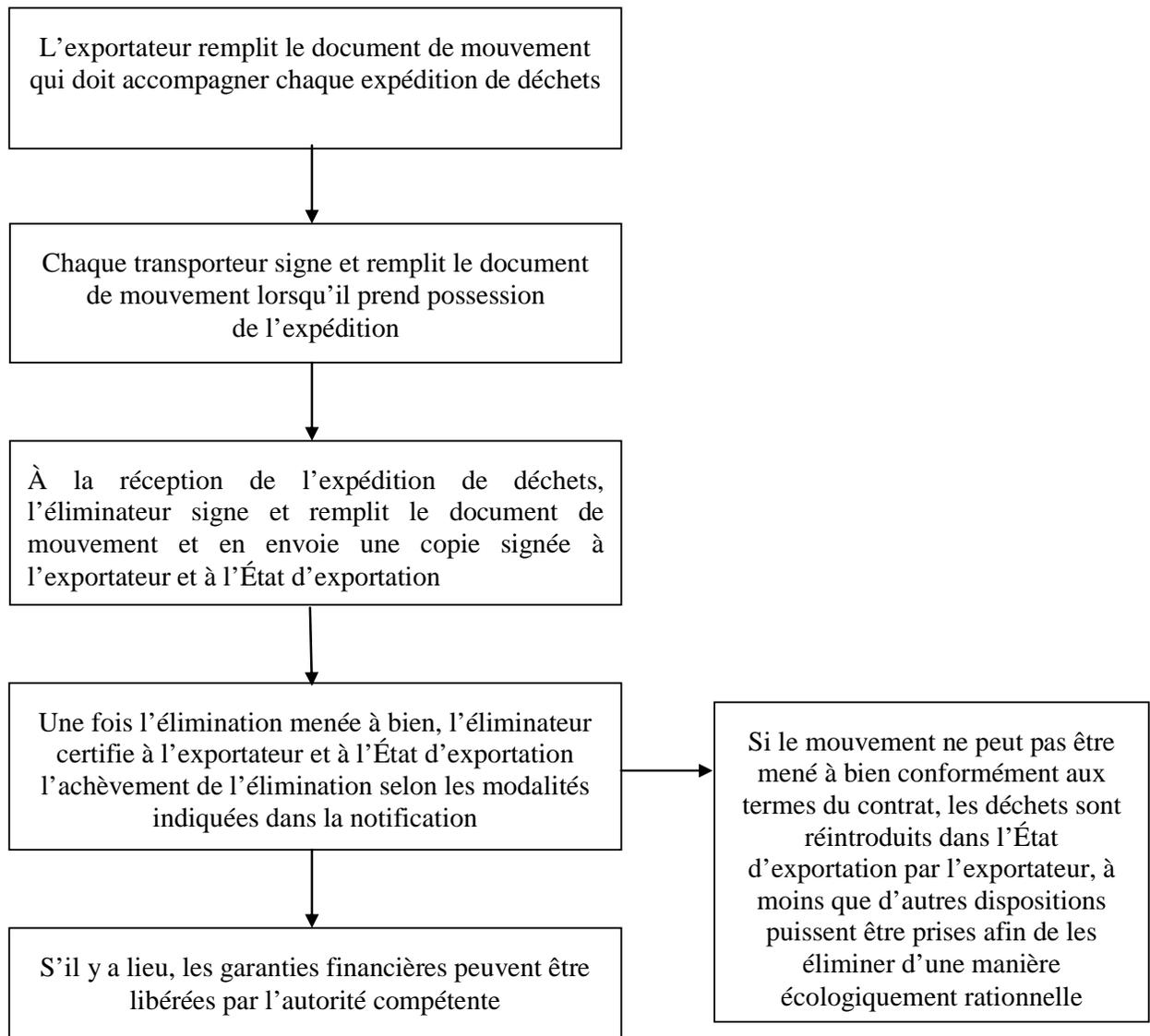
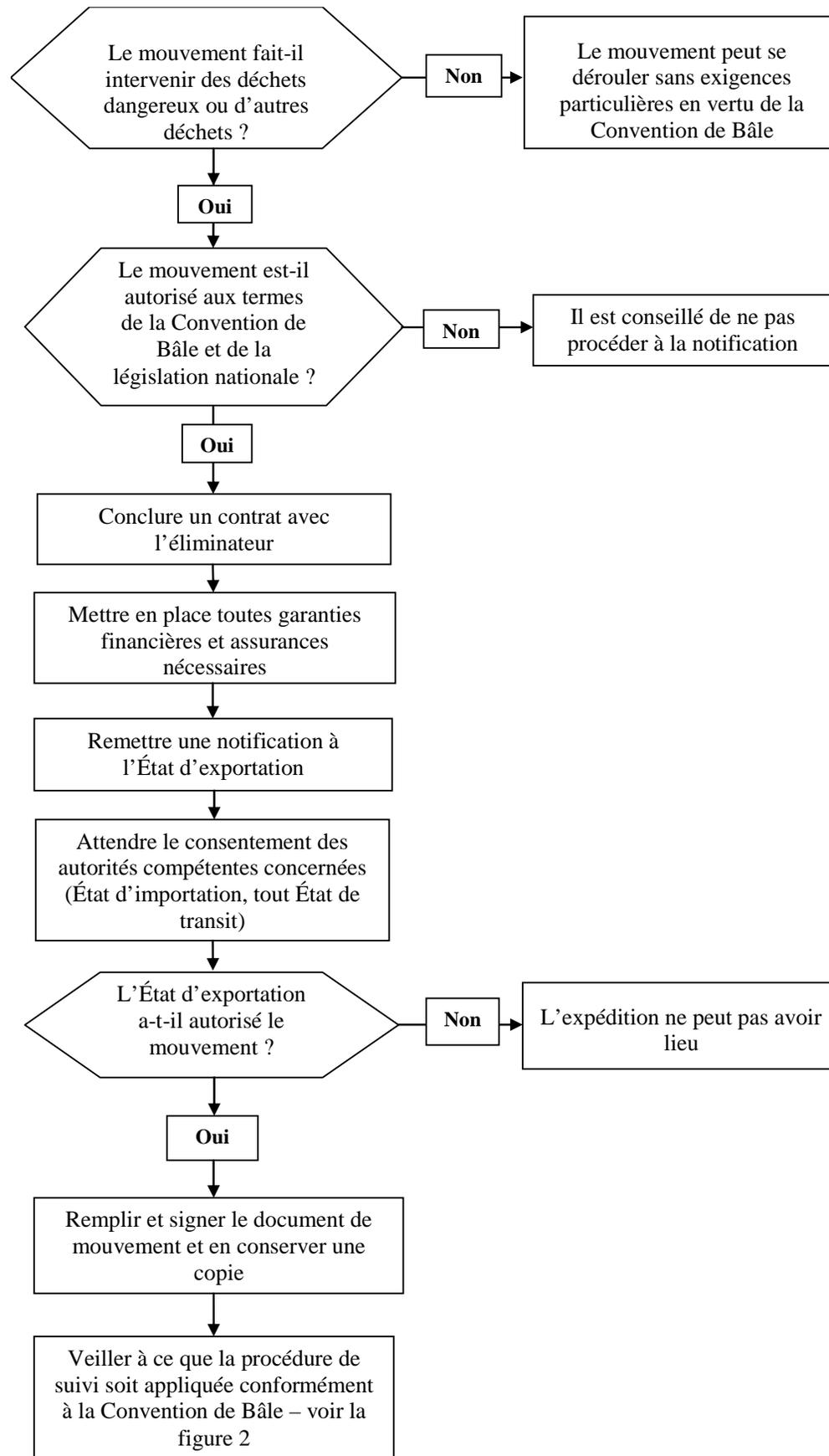


Figure 2 : Diagramme de la procédure de suivi de la Convention de Bâle



6.2 Aide-mémoire pour l'exportateur ou le producteur (en tant qu'auteur de la notification)

Figure 3 : Diagramme des principales responsabilités de l'exportateur (pour plus de précisions, voir l'aide-mémoire ci-après)



1^{re} étape. Vérifier si la matière devant faire l'objet d'un mouvement transfrontière est soumise aux procédures de contrôle en vertu de la législation nationale pertinente visant l'application de la Convention de Bâle.

- (a) La matière est-elle considérée comme un déchet ? (Cf. section 2.1)
- (b) La matière est-elle un déchet dangereux ou autre ? (Cf. section 2.2)

2^e étape. Si oui, déterminer si le mouvement envisagé peut être effectué conformément à la législation nationale des pays concernés.

- (a) L'État d'importation est-il Partie à la Convention de Bâle, ou sinon a-t-il conclu un accord ou un arrangement bilatéral, multilatéral ou régional avec l'État d'exportation ? (Cf. article 11 de la Convention).
- (b) Le mouvement est-il soumis à une interdiction quelconque au titre de la Convention de Bâle ou à une interdiction imposée par la Partie d'importation ou d'exportation ? L'État d'importation a-t-il notifié une interdiction d'importation de ce déchet ? (Cf. article 4, paragraphe 1 et article 13, paragraphe 2, alinéa c)).
- (c) Le mouvement transfrontière satisfait-il à l'un des trois critères suivants : a) les déchets ne peuvent pas être éliminés dans l'État d'exportation ; b) ou, en cas de récupération, on a besoin des déchets comme matière première dans l'État d'importation ; or c) le mouvement transfrontière en question est conforme à d'autres critères déterminés par les Parties, à condition que ces critères ne diffèrent pas des objectifs de la Convention de Bâle ?
- (d) Les installations d'élimination détiennent-elles un permis, sont-elles autorisées et habilitées à effectuer ce type d'opérations conformément à la législation nationale de l'État d'importation ?
- (e) Le mouvement (c'est-à-dire le transport, l'élimination et l'éventuel stockage) sera-t-il effectué selon des méthodes écologiquement rationnelles ?

S'il est évident pour l'exportateur que le mouvement de déchets envisagé ne peut pas être effectué selon des méthodes écologiquement rationnelles ou conformément à la législation nationale des États concernés, il est recommandé de ne pas engager la procédure de notification.

3^e étape. Contacter l'autorité compétente de l'État d'exportation

Contactez l'autorité compétente de l'État d'exportation ou lancez une recherche sur son site Web afin d'obtenir les documents de notification et de mouvement ainsi que toutes les informations pertinentes concernant les procédures de notification et de suivi.

4^e étape. Conclure un contrat

Concluez un contrat avec l'éliminateur, comme l'exigent la Convention et la législation nationale visant l'application de la Convention. Voir l'appendice 4 pour les éléments essentiels à inclure dans le contrat. À ce stade, vous devriez, s'il y a lieu, conclure également un contrat avec un transporteur.

5^e étape. Mettre en place les garanties financières et les assurances voulues

Mettez en place toute garantie financière et assurance requises pour le mouvement de déchets par la législation nationale des pays concernés. Certains pays peuvent exiger que la garantie financière couvre les frais de toute réimportation et autre opération d'élimination qui pourraient s'avérer nécessaires, y compris dans les cas visés aux articles 8 et 9 de la Convention de Bâle. En plus, ils peuvent exiger une autre assurance contre tous dommages causés à des tiers, qui sera souscrite, selon le cas, par l'exportateur, le transporteur et l'éliminateur.

6^e étape. Obtenir toutes les informations nécessaires

Obtenez toutes les informations nécessaires conformément aux annexes V A et V B de la Convention de Bâle et à la législation nationale applicable des pays concernés.

7^e étape. Remplir la notification

Remplissez la notification conformément aux instructions figurant à l'appendice 6 du présent guide ou aux informations données à l'adresse Web suivante : <http://www.basel.int/Procedures/NotificationMovementDocuments/tabid/1327/Default.aspx>, ainsi qu'à la législation nationale applicable des pays concernés. La notification peut couvrir plusieurs expéditions de déchets sur une période maximum d'un an, s'il est prévu d'expédier régulièrement des déchets présentant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques vers le même éliminateur en passant par les mêmes postes de douane d'entrée et de sortie (notification générale). La notification sera remplie dans une langue acceptable pour l'autorité compétente de l'État d'importation.

S'assurer que le nombre voulu de copies de la notification remplie soit disponible et que chaque copie soit signée par l'auteur de la notification, qui peut être soit le producteur soit l'exportateur (si ce n'est pas fait par l'État d'exportation). Il est à noter qu'un certain nombre de pays demandent, conformément à l'article 6, paragraphe 1, de la Convention de Bâle, que seul l'exportateur soit tenu de signer la notification en raison des difficultés pratiques qu'il y aurait à demander à plusieurs producteurs de remplir ce document. Il est conseillé de vérifier ce point dans la législation nationale de la Partie exportatrice.

Prévoir des copies signées pour :

- (a) L'autorité compétente de l'État d'exportation ;
- (b) L'autorité compétente de l'État d'importation ;
- (c) L'autorité compétente de chaque État de transit éventuel.

Pour des raisons pratiques, et bien que ce ne soit pas exigé par la Convention de Bâle, certaines autorités compétentes préfèrent recevoir deux copies signées de la notification, afin de pouvoir en renvoyer une au pays d'exportation et de conserver l'autre dans leurs dossiers. Lorsqu'il revient à l'autorité d'accuser réception de la notification, il se peut qu'elle souhaite disposer d'une troisième copie à cette fin.

Il se peut aussi que certaines autorités souhaitent vérifier à l'avance le contenu du document de mouvement. Dans ce cas, un document de mouvement, rempli dans la mesure du possible au moment de la notification, sera fourni à l'autorité compétente en même temps que la notification.

N.B. : De nombreux pays demandent qu'un numéro d'identification soit préimprimé sur le formulaire de notification. Si les formulaires de notification sont préimprimés, l'original de chaque notification portera le même numéro de formulaire.

8^e étape. Envoyer les copies de la notification à l'autorité compétente de l'État d'exportation

Remettre toutes les copies de la notification à l'autorité compétente de l'État d'exportation, au moins 2 mois avant la date prévue du premier mouvement de déchets. L'autorité compétente de l'État d'exportation transmettra les notifications aux autres autorités compétentes concernées.

9^e étape. Fournir des données et renseignements supplémentaires

Fournir toute donnée supplémentaire demandée par les autorités compétentes.

10^e étape. Attendre le consentement des autorités compétentes

Le mouvement de déchets ne peut commencer qu'à la réception du consentement de l'autorité compétente de l'État d'exportation. Ce consentement ne peut être donné que si l'autorité compétente de l'État d'importation a transmis par écrit son consentement au mouvement et si, le cas échéant, les autorités compétentes de transit ont consenti au mouvement conformément à l'article 6, paragraphe 4, de la Convention de Bâle (voir la section 4). On doit avoir aussi obtenu confirmation écrite de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets en question.

11^e étape. Remplir le document de mouvement qui doit accompagner chaque mouvement de déchets

Remplir le document de mouvement conformément aux instructions figurant à l'appendice 6 et à la législation nationale applicable des pays concernés. Un document de mouvement rempli doit accompagner chaque expédition. Il est également recommandé de joindre une copie de la notification au document de mouvement.

12^e étape. Signature du document de mouvement par les transporteurs

Veiller à ce que les transporteurs sachent qu'ils sont tenus de signer le document de mouvement à la réception des déchets. Conserver une copie du document de mouvement signé par le premier transporteur. À chacun des transferts successifs de l'expédition à un autre transporteur, une copie du document signé doit être conservée par le transporteur précédent. De plus, les transporteurs doivent informer l'exportateur et l'autorité compétente de l'État de transit s'il se produit un incident nécessitant le renvoi des déchets à l'État d'exportation ou leur élimination de quelque autre manière.

13^e étape. Attestation de la réception des déchets

Veiller à ce que l'éliminateur sache qu'il est tenu de remplir et de signer le document de mouvement et d'en envoyer des copies à l'exportateur et à l'autorité compétente de l'État d'exportation. Il est à noter que de nombreux pays exigent également que des copies soient fournies aux autres autorités compétentes et envoyées dans les trois jours ouvrables qui suivent la réception des déchets. Veiller en outre à ce que l'éliminateur sache qu'il est tenu d'informer l'exportateur et l'autorité compétente de l'État d'importation s'il se trouve dans l'impossibilité de recevoir ou d'éliminer les déchets comme prévu.

14^e étape. Attestation d'élimination

Veiller à ce que l'éliminateur sache qu'il est tenu de remplir le mouvement de document en certifiant que les déchets ont bien été éliminés conformément à la notification, et d'envoyer l'attestation à l'exportateur et à l'autorité compétente de l'État d'exportation. Il est à noter que de nombreux pays exigent aussi que des copies de l'attestation soient remises aux autres autorités compétentes concernées, et envoyées dans des délais spécifiés à compter de la réception des déchets.

N.B. : Si le consentement est obtenu pour une notification générale d'expéditions multiples sur une période maximum d'un an, les étapes 11 à 14 doivent être suivies pour chacune des expéditions de déchets.

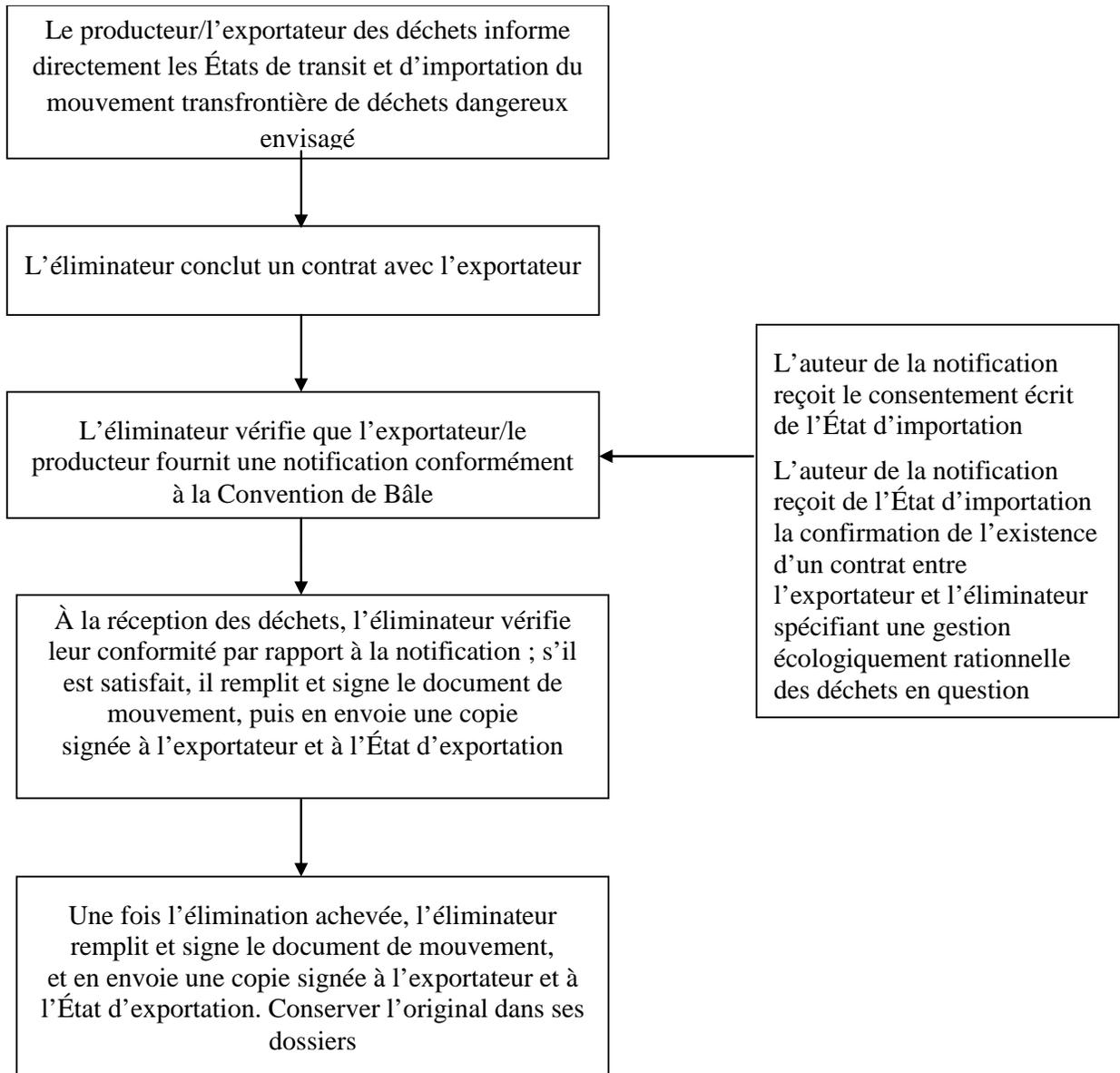
15^e étape. Libération des garanties financières

Veiller à ce que l'autorité compétente restitue les garanties financières mises en place pour le mouvement une fois que les attestations d'élimination ont été remises par l'éliminateur, indiquant que les expéditions de déchets ont été éliminées d'une manière écologiquement rationnelle.

6.3 Aide-mémoire pour l'éliminateur (installations d'élimination/de récupération)

61. Normalement, c'est à l'exportateur ou au producteur des déchets que revient la responsabilité d'informer les autorités compétentes du mouvement de déchets dangereux envisagé. Toutefois, dans le cas d'un mouvement transfrontière de déchets où ces déchets ne sont considérés dangereux que par l'État d'importation, ou les États d'importation et de transit, c'est habituellement à l'éliminateur qu'incombent les responsabilités de l'exportateur/du producteur telles qu'énoncées dans l'article 6, paragraphe 5, alinéa b). Le diagramme et l'aide-mémoire ci-après décrivent les obligations de l'éliminateur lorsque ce dernier assume également les responsabilités de notification.

Figure 4 : Diagramme des principales responsabilités de l'éliminateur (pour plus de précisions, voir l'aide mémoire ci-après)



1^{re} étape. Conclure un contrat

Conclure un contrat avec l'exportateur. Les éléments essentiels à inclure dans le contrat sont indiqués à l'appendice 4.

2^e étape. Fournir les informations nécessaires

Fournir les informations nécessaires, par exemple sur les procédés d'élimination, à l'exportateur/au producteur pour qu'il puisse remplir la notification et le document de mouvement.

3^e étape. Notification

Veiller à ce que l'exportateur/le producteur notifie aux autorités compétentes de l'État d'exportation et de l'État d'importation et, le cas échéant, de chaque État de transit, le mouvement de déchets envisagé, conformément aux dispositions de la Convention de Bâle. La notification peut couvrir plusieurs expéditions de déchets, sur une période maximum d'un an, s'il est prévu d'expédier régulièrement des déchets présentant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques vers le même éliminateur en passant par les mêmes postes de douane d'entrée et de sortie (notification générale).

4^e étape. Attestation de la réception des déchets

À la réception des déchets, les peser et vérifier, s'il y a lieu, par analyse et échantillonnage, si l'expédition est conforme à la notification et au contrat. Remplir le document de mouvement (case 18) et en remettre une copie au dernier transporteur. Envoyer des copies signées du document de mouvement dûment rempli à l'exportateur et à l'autorité compétente de l'État d'exportation et conserver l'original dans ses dossiers. Il est à noter que de nombreux pays exigent également que des copies soient fournies aux autres autorités compétentes concernées et qu'elles leur soient envoyées dans les trois jours ouvrables qui suivent la réception des déchets. Si les déchets ne sont pas conformes aux informations fournies dans la notification et le contrat, ou s'ils ne peuvent pas être éliminés pour quelque raison que ce soit, informer l'exportateur et l'autorité compétente de l'État d'importation de la nécessité de prendre d'autres dispositions en vue de l'élimination de ces déchets ou de les renvoyer dans le pays d'exportation.

5^e étape. Attestation d'élimination

Après élimination des déchets d'une manière écologiquement rationnelle, remplir le document de mouvement (case 19) en certifiant que l'élimination des déchets a été achevée. Envoyer des copies signées du document de mouvement à l'exportateur et à l'autorité compétente de l'État d'exportation et conserver l'original dans ses dossiers. Il est à noter que de nombreux pays exigent également que des copies soient remises aux autres autorités compétentes concernées et qu'elles leur soient envoyées dans des délais spécifiés à compter de la réception des déchets.

N.B. : Pour les notifications générales, les étapes 4 et 5 doivent être suivies pour chacune des expéditions de déchets.

Appendice 1: Glossaire

Les explications ci-après ont pour but d'apporter des éclaircissements sur les termes utilisés dans le présent guide et dans le texte de la Convention de Bâle. Toutefois, il convient de noter qu'elles ne remplacent pas les « Définitions » de l'article 2 de la Convention de Bâle, ni aucune définition adoptée dans la législation nationale. Dans les instructions sur la manière de remplir des documents de notification et de mouvement se trouvent également des définitions auxquelles on pourra se reporter. [En outre, un glossaire est actuellement en cours d'établissement en vue de son adoption future par la Conférence des Parties (l'état actuel du glossaire peut être visualisé en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.basel.int/Implementation/LegalMatters/LegalClarity/Glossaryofterms/tabid/3623/Default.aspx>].

Autorité compétente : conformément à l'article 2, paragraphe 6, par autorité compétente on entend l'autorité gouvernementale désignée par une Partie à la Convention de Bâle pour recevoir, dans la zone géographique que la Partie peut déterminer, la notification d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ainsi que tous les renseignements qui s'y rapportent et pour prendre position au sujet de cette notification, comme le prévoit l'article 6. Il est à noter que certaines Parties ont désigné plusieurs autorités pour les notifications concernant les exportations et les importations. Voir le site Web de la Convention :

<http://www.basel.int/Countries/CountryContacts/tabid/1342/Default.aspx> pour la liste des autorités compétentes des Parties à la Convention de Bâle. Pour la liste des Parties à la Convention, voir également le site Web de la Convention : (<http://www.basel.int/Countries/StatusofRatifications/PartiesSignatories/tabid/1290/Default.aspx>).

Document de mouvement : document qui doit accompagner les déchets dangereux ou autres déchets depuis le lieu d'origine du mouvement transfrontière jusqu'au lieu d'élimination. Chaque personne prenant en charge un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets doit signer le document de mouvement. Ce document doit contenir toutes les informations visées à l'annexe V B de la Convention. Un modèle de document de mouvement ainsi que les instructions sur la manière de remplir le formulaire sont présentés à l'appendice 6 du présent guide.

Document de notification : un formulaire utilisé pour transmettre aux autorités compétentes des États concernés toutes les informations requises sur tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets envisagé. La notification doit contenir toutes les informations visées à l'annexe VA de la Convention. Un modèle de notification et les instructions sur la manière de remplir le formulaire sont présentés à l'appendice 6 du présent guide.

Éliminateur : conformément à l'article 2, paragraphe 19, par éliminateur on entend toute personne à qui sont expédiés des déchets dangereux ou d'autres déchets et qui effectue l'élimination desdits déchets. Cette personne peut être une personne physique ou morale. Selon le système de contrôle de la Convention de Bâle, l'éliminateur est, par exemple, tenu de délivrer des attestations de réception et d'élimination des déchets, conformément à l'article 6, paragraphe 9, de la Convention.

Élimination : conformément à l'article 2, paragraphe 4, par élimination on entend toute opération prévue à l'annexe IV de la Convention. Dans le contexte de la Convention de Bâle, ce terme désigne à la fois l'élimination finale (annexe IV A) et les opérations de récupération (annexe IV B). Toutefois, il convient de noter que dans certains pays, le terme élimination ne couvre que les opérations spécifiées à l'annexe IV A de la Convention, c'est-à-dire les opérations qui ne débouchent pas sur une possibilité de récupération.

État d'exportation : conformément à l'article 2, paragraphe 10, par État d'exportation on entend toute Partie d'où est prévu le déclenchement ou où est déclenché le mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets.

État d'importation : conformément à l'article 2, paragraphe 11, par État d'importation on entend toute Partie vers laquelle est prévu ou a lieu un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets pour qu'ils y soient éliminés ou aux fins de chargement avant élimination dans une zone qui ne relève de la compétence national d'aucun d'État.

État de transit : conformément à l'article 2, paragraphe 12, par État de transit on entend tout État, autre que l'État d'importation ou d'exportation, à travers lequel un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est prévu ou a lieu.

Exportateur : conformément à l'article 2, paragraphe 15, par exportateur on entend toute personne qui relève de la juridiction de l'État d'exportation et qui procède à l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets. Cette personne peut être une personne physique ou morale. L'exportateur peut être un producteur, un détenteur de déchets, un courtier ou un négociant reconnu conformément à la loi nationale. Normalement, il incombe à l'exportateur de fournir une notification à l'autorité compétente de l'État d'exportation, mais cela dépend de la législation nationale de la Partie concernée.

Importateur : conformément à l'article 2, paragraphe 16, par importateur on entend toute personne qui relève de la juridiction de l'État d'importation et qui procède à l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets. Cette personne peut être une personne physique ou morale. L'importateur peut également être l'éliminateur, ou bien un courtier.

Mouvement transfrontière : conformément à l'article 2, paragraphe 3, par mouvement transfrontière on entend tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une zone relevant de la compétence nationale d'un État et à destination d'une zone relevant de la compétence nationale d'un autre État, ou en transit par cette zone, ou d'une zone ne relevant de la compétence nationale d'aucun État, ou en transit par cette zone, pour autant que deux États au moins soient concernés par le mouvement.

Notification générale : une notification couvrant plusieurs expéditions de déchets dangereux ou d'autres déchets présentant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques qui sont envoyées régulièrement au même éliminateur en passant par les mêmes postes de douane d'entrée et de sortie, respectivement, et effectuées sur une période maximum d'un an. L'utilisation de ces notifications est subordonnée au consentement écrit des États concernés (importation et transit), qui peuvent donner leur consentement sous réserve de la fourniture de certaines informations.

Producteur : conformément à l'article 2, paragraphe 18, par producteur on entend toute personne dont l'activité produit des déchets dangereux ou d'autres déchets ou, si cette personne est inconnue, la personne qui est en possession de ces déchets et/ou qui les contrôle.

Transit : le transport de déchets à travers un État qui n'est ni l'État d'exportation, ni l'État d'importation.

Appendice 2: Annexes I et II à la Convention de Bâle sur les catégories de déchets à contrôler et les catégories de déchets exigeant un examen spécial et annexes VIII et IX à la Convention de Bâle contenant respectivement les listes A et B de déchets*

Annex I to the Basel Convention

Categories of wastes to be controlled

Waste Streams

- Y1** Clinical wastes from medical care in hospitals, medical centers and clinics
- Y2** Wastes from the production and preparation of pharmaceutical products
- Y3** Waste pharmaceuticals, drugs and medicines
- Y4** Wastes from the production, formulation and use of biocides and phytopharmaceuticals
- Y5** Wastes from the manufacture, formulation and use of wood preserving chemicals
- Y6** Wastes from the production, formulation and use of organic solvents
- Y7** Wastes from heat treatment and tempering operations containing cyanides
- Y8** Waste mineral oils unfit for their originally intended use
- Y9** Waste oils/water, hydrocarbons/water mixtures, emulsions
- Y10** Waste substances and articles containing or contaminated with polychlorinated biphenyls (PCBs) and/or polychlorinated terphenyls (PCTs) and/or polychlorinated biphenyls (PBBs)
- Y11** Waste tarry residues arising from refining, distillation and any pyrolytic treatment
- Y12** Wastes from production, formulation and use of inks, dyes, pigments, paints, lacquers, varnish
- Y13** Wastes from production, formulation and use of resins, latex, plasticizers, glues/adhesives
- Y14** Waste chemical substances arising from research and development or teaching activities which are not identified and/or are new and whose effects on man and/or the environment are not known
- Y15** Wastes of an explosive nature not subject to other legislation
- Y16** Wastes from production, formulation and use of photographic chemicals and processing materials
- Y17** Wastes resulting from surface treatment of metals and plastics
- Y18** Residues arising from industrial waste disposal operations

Wastes having as constituents:

- Y19** Metal carbonyls
- Y20** Beryllium; beryllium compounds
- Y21** Hexavalent chromium compounds
- Y22** Copper compounds
- Y23** Zinc compounds
- Y24** Arsenic; arsenic compounds
- Y25** Selenium; selenium compounds
- Y26** Cadmium; cadmium compounds
- Y27** Antimony; antimony compounds
- Y28** Tellurium; tellurium compounds
- Y29** Mercury; mercury compounds
- Y30** Thallium; thallium compounds
- Y31** Lead; lead compounds
- Y32** Inorganic fluorine compounds excluding calcium fluoride
- Y33** Inorganic cyanides
- Y34** Acidic solutions or acids in solid form
- Y35** Basic solutions or bases in solid form
- Y36** Asbestos (dust and fibres)
- Y37** Organic phosphorus compounds
- Y38** Organic cyanides
- Y39** Phenols; phenol compound including chlorophenols
- Y40** Ethers
- Y41** Halogenated organic solvents

* Annexes I, II, VIII and IX of the Basel Convention are available in the six languages of the United Nations in the text of the Basel Convention available on the website of the Convention at : <http://www.basel.int/TheConvention/Overview/TextoftheConvention/tabid/1275/Default.aspx>

Y42 Organic solvents excluding halogenated solvents

Y43 Any congener of polychlorinated dibenzo-furan

Y44 Any congener of polychlorinated dibenzo-p-dioxin

Y45 Organohalogen compounds other than substances referred to in this Annex (e.g. Y39, Y41, Y42, Y43, Y44)

(a) To facilitate the application of this Convention, and subject to paragraphs (b), (c) and (d), wastes listed in Annex VIII are characterized as hazardous pursuant to Article 1, paragraph 1 (a), of this Convention, and wastes listed in Annex IX are not covered by Article 1, paragraph 1 (a), of this Convention.

(b) Designation of a waste on Annex VIII does not preclude, in a particular case, the use of Annex III to demonstrate that a waste is not hazardous pursuant to Article 1, paragraph 1 (a), of this Convention.

(c) Designation of a waste on Annex IX does not preclude, in a particular case, characterization of such a waste as hazardous pursuant to Article 1, paragraph 1 (a), of this Convention if it contains Annex I material to an extent causing it to exhibit an Annex III characteristic.

(d) Annexes VIII and IX do not affect the application of Article 1, paragraph 1 (a), of this Convention for the purpose of characterization of wastes.¹

Annex II to the Basel Convention

Categories of wastes requiring special consideration

Y46 Wastes collected from households

Y47 Residues arising from the incineration of household wastes

Annex VIII to the Basel Convention

Annex VIII²

List A

Wastes contained in this Annex are characterized as hazardous under Article 1, paragraph 1 (a), of this Convention, and their designation on this Annex does not preclude the use of Annex III to demonstrate that a waste is not hazardous.

A1 Metal and metal-bearing wastes

A1010	Metal wastes and waste consisting of alloys of any of the following: <ul style="list-style-type: none"> • Antimony • Arsenic • Beryllium
-------	---

¹ The amendment whereby paragraphs (a), (b), (c) and (d) were added to at the end of Annex I entered into force on 6 November 1998, six months following the issuance of depositary notification C.N.77.1998 of 6 May 1998 (reflecting Decision IV/9, adopted by the Conference of the Parties at its fourth meeting).

² The amendment whereby Annex VIII was added to the Convention entered into force on 6 November 1998, six months following the issuance of depositary notification C.N.77.1998 of 6 May 1998 (reflecting Decision IV/9 adopted by the Conference of the Parties at its fourth meeting). The amendment to Annex VIII whereby new entries were added entered into force on 20 November 2003 (depositary notification C.N.1314.2003), six months following the issuance of depositary notification C.N.399.2003 of 20 May 2003 (reflecting Decision VI/35 adopted by the Conference of the Parties at its sixth meeting). The amendment to Annex VIII whereby one new entry was added entered into force on 8 October 2005 (depositary notification C.N.1044.2005), six months following the issuance of depositary notification C.N.263.2005 of 8 April 2005 (re-issued on 13 June 2005, reflecting Decision VII/19 adopted by the Conference of the Parties at its seventh meeting). The present text includes all amendments.

	<ul style="list-style-type: none"> • Cadmium • Lead • Mercury • Selenium • Tellurium • Thallium <p>but excluding such wastes specifically listed on list B.</p>
A1020	<p>Waste having as constituents or contaminants, excluding metal waste in massive form, any of the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Antimony; antimony compounds • Beryllium; beryllium compounds • Cadmium; cadmium compounds • Lead; lead compounds • Selenium; selenium compounds • Tellurium; tellurium compounds
A1030	<p>Wastes having as constituents or contaminants any of the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arsenic; arsenic compounds • Mercury; mercury compounds • Thallium; thallium compounds
A1040	<p>Wastes having as constituents any of the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Metal carbonyls • Hexavalent chromium compounds
A1050	Galvanic sludges
A1060	Waste liquors from the pickling of metals
A1070	Leaching residues from zinc processing, dust and sludges such as jarosite, hematite, etc.
A1080	Waste zinc residues not included on list B, containing lead and cadmium in concentrations sufficient to exhibit Annex III characteristics
A1090	Ashes from the incineration of insulated copper wire
A1100	Dusts and residues from gas cleaning systems of copper smelters
A1110	Spent electrolytic solutions from copper electrorefining and electrowinning operations
A1120	Waste sludges, excluding anode slimes, from electrolyte purification systems in copper electrorefining and electrowinning operations
A1130	Spent etching solutions containing dissolved copper
A1140	Waste cupric chloride and copper cyanide catalysts
A1150	Precious metal ash from incineration of printed circuit boards not included on list B ³
A1160	Waste lead-acid batteries, whole or crushed
A1170	Unsorted waste batteries excluding mixtures of only list B

³ Note that mirror entry on list B (B1160) does not specify exceptions.

- batteries. Waste batteries not specified on list B containing Annex I constituents to an extent to render them hazardous
- A1180 Waste electrical and electronic assemblies or scrap⁴ containing components such as accumulators and other batteries included on list A, mercury-switches, glass from cathode-ray tubes and other activated glass and PCB-capacitors, or contaminated with Annex I constituents (e.g., cadmium, mercury, lead, polychlorinated biphenyl) to an extent that they possess any of the characteristics contained in Annex III (note the related entry on list B B1110)⁵
- A1190 Waste metal cables coated or insulated with plastics containing or contaminated with coal tar, PCB,⁶ lead, cadmium, other organohalogen compounds or other Annex I constituents to an extent that they exhibit Annex III characteristics.

A2 Wastes containing principally inorganic constituents, which may contain metals and organic materials

- A2010 Glass waste from cathode-ray tubes and other activated glasses
- A2020 Waste inorganic fluorine compounds in the form of liquids or sludges but excluding such wastes specified on list B
- A2030 Waste catalysts but excluding such wastes specified on list B
- A2040 Waste gypsum arising from chemical industry processes, when containing Annex I constituents to the extent that it exhibits an Annex III hazardous characteristic (note the related entry on list B B2080)
- A2050 Waste asbestos (dusts and fibres)
- A2060 Coal-fired power plant fly-ash containing Annex I substances in concentrations sufficient to exhibit Annex III characteristics (note the related entry on list B B2050)

A3 Wastes containing principally organic constituents, which may contain metals and inorganic materials

- A3010 Waste from the production or processing of petroleum coke and bitumen
- A3020 Waste mineral oils unfit for their originally intended use
- A3030 Wastes that contain, consist of or are contaminated with leaded anti-knock compound sludges
- A3040 Waste thermal (heat transfer) fluids
- A3050 Wastes from production, formulation and use of resins, latex, plasticizers, glues/adhesives excluding such wastes specified on list B (note the related entry on list B B4020)
- A3060 Waste nitrocellulose
- A3070 Waste phenols, phenol compounds including chlorophenol in the form of liquids or sludges

⁴ This entry does not include scrap assemblies from electric power generation.

⁵ PCBs are at a concentration level of 50 mg/kg or more.

⁶ PCBs are at a concentration level of 50 mg/kg or more.

A3080	Waste ethers not including those specified on list B
A3090	Waste leather dust, ash, sludges and flours when containing hexavalent chromium compounds or biocides (note the related entry on list B B3100)
A3100	Waste paring and other waste of leather or of composition leather not suitable for the manufacture of leather articles containing hexavalent chromium compounds or biocides (note the related entry on list B B3090)
A3110	Fellmongery wastes containing hexavalent chromium compounds or biocides or infectious substances (note the related entry on list B B3110)
A3120	Fluff - light fraction from shredding
A3130	Waste organic phosphorous compounds
A3140	Waste non-halogenated organic solvents but excluding such wastes specified on list B
A3150	Waste halogenated organic solvents
A3160	Waste halogenated or unhalogenated non-aqueous distillation residues arising from organic solvent recovery operations
A3170	Wastes arising from the production of aliphatic halogenated hydrocarbons (such as chloromethane, dichloro-ethane, vinyl chloride, vinylidene chloride, allyl chloride and epichlorhydrin)
A3180	Wastes, substances and articles containing, consisting of or contaminated with polychlorinated biphenyl (PCB), polychlorinated terphenyl (PCT), polychlorinated naphthalene (PCN) or polybrominated biphenyl (PBB), or any other polybrominated analogues of these compounds, at a concentration level of 50 mg/kg or more ⁷
A3190	Waste tarry residues (excluding asphalt cements) arising from refining, distillation and any pyrolytic treatment of organic materials
A3200	Bituminous material (asphalt waste) from road construction and maintenance, containing tar (note the related entry on list B, B2130)

A4 Wastes which may contain either inorganic or organic constituents

A4010	Wastes from the production, preparation and use of pharmaceutical products but excluding such wastes specified on list B
A4020	Clinical and related wastes; that is wastes arising from medical, nursing, dental, veterinary, or similar practices, and wastes generated in hospitals or other facilities during the investigation or treatment of patients, or research projects

⁷ The 50 mg/kg level is considered to be an internationally practical level for all wastes. However, many individual countries have established lower regulatory levels (e.g. 20 mg/kg) for specific wastes.

- A4030 Wastes from the production, formulation and use of biocides and phytopharmaceuticals, including waste pesticides and herbicides which are off-specification, outdated,⁸ or unfit for their originally intended use
- A4040 Wastes from the manufacture, formulation and use of wood-preserving chemicals⁹
- A4050 Wastes that contain, consist of or are contaminated with any of the following:
- Inorganic cyanides, excepting precious-metal-bearing residues in solid form containing traces of inorganic cyanides
 - Organic cyanides
- A4060 Waste oils/water, hydrocarbons/water mixtures, emulsions
- A4070 Wastes from the production, formulation and use of inks, dyes, pigments, paints, lacquers, varnish excluding any such waste specified on list B (note the related entry on list B B4010)
- A4080 Wastes of an explosive nature (but excluding such wastes specified on list B)
- A4090 Waste acidic or basic solutions, other than those specified in the corresponding entry on list B (note the related entry on list B B2120)
- A4100 Wastes from industrial pollution control devices for cleaning of industrial off-gases but excluding such wastes specified on list B
- A4110 Wastes that contain, consist of or are contaminated with any of the following:
- Any congener of polychlorinated dibenzo-furan
 - Any congener of polychlorinated dibenzo-P-dioxin
- A4120 Wastes that contain, consist of or are contaminated with peroxides
- A4130 Waste packages and containers containing Annex I substances in concentrations sufficient to exhibit Annex III hazard characteristics
- A4140 Waste consisting of or containing off specification or outdated¹⁰ chemicals corresponding to Annex I categories and exhibiting Annex III hazard characteristics
- A4150 Waste chemical substances arising from research and development or teaching activities which are not identified and/or are new and whose effects on human health and/or the environment are not known
- A4160 Spent activated carbon not included on list B (note the related entry on list B B2060)

⁸ “Outdated” means unused within the period recommended by the manufacturer.

⁹ This entry does not include wood treated with wood preserving chemicals.

¹⁰ “Outdated” means unused within the period recommended by the manufacturer.

Annex IX to the Basel Convention

Annex IX¹¹

List B

Wastes contained in the Annex will not be wastes covered by Article 1, paragraph 1 (a), of this Convention unless they contain Annex I material to an extent causing them to exhibit an Annex III characteristic.

B1 Metal and metal-bearing wastes

- | | |
|-------|---|
| B1010 | Metal and metal-alloy wastes in metallic, non-dispersible form: <ul style="list-style-type: none"> • Precious metals (gold, silver, the platinum group, but not mercury) • Iron and steel scrap • Copper scrap • Nickel scrap • Aluminium scrap • Zinc scrap • Tin scrap • Tungsten scrap • Molybdenum scrap • Tantalum scrap • Magnesium scrap • Cobalt scrap • Bismuth scrap • Titanium scrap • Zirconium scrap • Manganese scrap • Germanium scrap • Vanadium scrap • Scrap of hafnium, indium, niobium, rhenium and allium • Thorium scrap • Rare earths scrap • Chromium scrap |
| B1020 | Clean, uncontaminated metal scrap, including alloys, in bulk finished form (sheet, plate, beams, rods, etc), of: <ul style="list-style-type: none"> • Antimony scrap • Beryllium scrap • Cadmium scrap • Lead scrap (but excluding lead-acid batteries) • Selenium scrap • Tellurium scrap |
| B1030 | Refractory metals containing residues |
| B1031 | Molybdenum, tungsten, titanium, tantalum, niobium and rhenium metal and metal alloy wastes in metallic |

¹¹ The amendment whereby Annex IX was added to the Convention entered into force on 6 November 1998, six months following the issuance of depositary notification C.N.77.1998 (reflecting Decision IV/9 adopted by the Conference of the Parties at its fourth meeting). The amendment to Annex IX whereby new entries were added entered into force on 20 November 2003 (depositary notification C.N.1314.2003), six months following the issuance of depositary notification C.N.399.2003 of 20 May 2003 (reflecting Decision VI/35 adopted by the Conference of the Parties at its sixth meeting). The amendment to Annex IX whereby one entry was added entered into force on 8 October 2005 (depositary notification C.N.1044.2005) six months following the issuance of depositary notification C.N.263.2005 of 8 April 2005 (re-issued on 13 June 2005, reflecting Decision VII/19 adopted by the Conference of the Parties at its seventh meeting). The amendments to Annex IX whereby two entries were added entered into force on 27 May 2014 (depositary notification C.N.304.2014) six months following the issuance of depositary notification C.N.965.2013 of 26 November 2013 reflecting Decision BC-11/6 adopted by the Conference of the Parties at its eleventh meeting). The present text includes all amendments.

	dispersible form (metal powder), excluding such wastes as specified in list A under entry A1050, Galvanic sludges
B1040	Scrap assemblies from electrical power generation not contaminated with lubricating oil, PCB or PCT to an extent to render them hazardous
B1050	Mixed non-ferrous metal, heavy fraction scrap, not containing Annex I materials in concentrations sufficient to exhibit Annex III characteristics ¹²
B1060	Waste selenium and tellurium in metallic elemental form including powder
B1070	Waste of copper and copper alloys in dispersible form, unless they contain Annex I constituents to an extent that they exhibit Annex III characteristics
B1080	Zinc ash and residues including zinc alloys residues in dispersible form unless containing Annex I constituents in concentration such as to exhibit Annex III characteristics ¹³
B1090	Waste batteries conforming to a specification, excluding those made with lead, cadmium or mercury
B1100	<p>Metal-bearing wastes arising from melting, smelting and refining of metals:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hard zinc spelter • Zinc-containing drosses: <ul style="list-style-type: none"> - Galvanizing slab zinc top dross (>90% Zn) - Galvanizing slab zinc bottom dross (>92% Zn) - Zinc die casting dross (>85% Zn) - Hot dip galvanizers slab zinc dross (batch)(>92% Zn) - Zinc skimmings • Aluminium skimmings (or skims) excluding salt slag • Slags from copper processing for further processing or refining not containing arsenic, lead or cadmium to an extent that they exhibit Annex III hazard characteristics • Wastes of refractory linings, including crucibles, originating from copper smelting • Slags from precious metals processing for further refining • Tantalum-bearing tin slags with less than 0.5% tin
B1110	<p>Electrical and electronic assemblies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Electronic assemblies consisting only of metals or alloys • Waste electrical and electronic assemblies or scrap¹⁴(including printed circuit boards) not containing components such as accumulators and other batteries included on list A, mercury-switches, glass from cathode-ray tubes and other activated glass and PCB-capacitors, or not contaminated with Annex I constituents (e.g.,

¹² Note that even where low level contamination with Annex I materials initially exists, subsequent processes, including recycling processes, may result in separated fractions containing significantly enhanced concentrations of those Annex I materials.

¹³ The status of zinc ash is currently under review and there is a recommendation with the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) that zinc ashes should not be dangerous goods.

¹⁴ This entry does not include scrap from electrical power generation.

cadmium, mercury, lead, polychlorinated biphenyl) or from which these have been removed, to an extent that they do not possess any of the characteristics contained in Annex III (note the related entry on list A A1180)

• Electrical and electronic assemblies (including printed circuit boards, electronic components and wires) destined for direct reuse,¹⁵ and not for recycling or final disposal¹⁶

- B1115 Waste metal cables coated or insulated with plastics, not included in list A A1190, excluding those destined for Annex IVA operations or any other disposal operations involving, at any stage, uncontrolled thermal processes, such as open-burning.
- B1120 Spent catalysts excluding liquids used as catalysts, containing any of:
- | | | |
|---|--|--|
| Transition metals, excluding waste catalysts (spent catalysts, liquid used catalysts or other catalysts) on list A: | Scandium
Vanadium
Manganese
Cobalt
Copper
Yttrium
Niobium
Hafnium
Tungsten | Titanium
Chromium
Iron
Nickel
Zinc
Zirconium
Molybdenum
Tantalum
Rhenium |
| Lanthanides (rare earth metals): | Lanthanum
Praseodymium
Samarium
Gadolinium
Dysprosium
Erbium
Ytterbium | Cerium
Neodymium
Europium
Terbium
Holmium
Thulium
Lutetium |
- B1130 Cleaned spent precious-metal-bearing catalysts
- B1140 Precious-metal-bearing residues in solid form which contain traces of inorganic cyanides
- B1150 Precious metals and alloy wastes (gold, silver, the platinum group, but not mercury) in a dispersible, non-liquid form with appropriate packaging and labelling
- B1160 Precious-metal ash from the incineration of printed circuit boards (note the related entry on list A A1150)
- B1170 Precious-metal ash from the incineration of photographic film
- B1180 Waste photographic film containing silver halides and metallic silver
- B1190 Waste photographic paper containing silver halides and metallic silver
- B1200 Granulated slag arising from the manufacture of iron and steel
- B1210 Slag arising from the manufacture of iron and steel including slags as a source of TiO₂ and vanadium

¹⁵ Re-use can include repair, refurbishment or upgrading, but not major reassembly.

¹⁶ In some countries materials destined for direct re-use are not considered wastes.

- | | |
|-------|--|
| B1220 | Slag from zinc production, chemically stabilized, having a high iron content (above 20%) and processed according to industrial specifications (e.g., DIN 4301) mainly for construction |
| B1230 | Mill scaling arising from the manufacture of iron and steel |
| B1240 | Copper oxide mill-scale |
| B1250 | Waste end-of-life motor vehicles, containing neither liquids nor other hazardous components |

B2 Wastes containing principally inorganic constituents, which may contain metals and organic materials

- | | |
|-------|--|
| B2010 | <p>Wastes from mining operations in non-dispersible form:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Natural graphite waste • Slate waste, whether or not roughly trimmed or merely cut, by sawing or otherwise • Mica waste • Leucite, nepheline and nephelinesyenite waste • Feldspar waste • Fluorspar waste • Silica wastes in solid form excluding those used in foundry operations |
| B2020 | <p>Glass waste in non-dispersible form:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cullet and other waste and scrap of glass except for glass from cathode-ray tubes and other activated glasses |
| B2030 | <p>Ceramic wastes in non-dispersible form:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cermet wastes and scrap (metal ceramic composites) • Ceramic based fibres not elsewhere specified or included |
| B2040 | <p>Other wastes containing principally inorganic constituents:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partially refined calcium sulphate produced from flue-gas desulphurization (FGD) • Waste gypsum wallboard or plasterboard arising from the demolition of buildings • Slag from copper production, chemically stabilized, having a high iron content (above 20%) and processed according to industrial specifications (e.g., DIN 4301 and DIN 8201) mainly for construction and abrasive applications • Sulphur in solid form • Limestone from the production of calcium cyanamide (having a pH less than 9) • Sodium, potassium, calcium chlorides • Carborundum (silicon carbide) • Broken concrete • Lithium-tantalum and lithium-niobium containing glass scraps |
| B2050 | Coal-fired power plant fly-ash, not included on list A (note the related entry on list A A2060) |
| B2060 | Spent activated carbon not containing any Annex I constituents to the extent they exhibit Annex III characteristics, for example, carbon resulting from the treatment of potable water and processes of the food industry and vitamin production (note the related entry on list A A4160) |
| B2070 | Calcium fluoride sludge |

B2080	Waste gypsum arising from chemical industry processes not included on list A (note the related entry on list A A2040)
B2090	Waste anode butts from steel or aluminium production made of petroleum coke or bitumen and cleaned to normal industry specifications (excluding anode butts from chlor alkali electrolyses and from metallurgical industry)
B2100	Waste hydrates of aluminium and waste alumina and residues from alumina production excluding such materials used for gas cleaning, flocculation or filtration processes
B2110	Bauxite residue ("red mud") (pH moderated to less than 11.5)
B2120	Waste acidic or basic solutions with a pH greater than 2 and less than 11.5, which are not corrosive or otherwise hazardous (note the related entry on list A A4090)
B2130	Bituminous material (asphalt waste) from road construction and maintenance, not containing tar ¹⁷ (note the related entry on list A, A3200)

B3 Wastes containing principally organic constituents, which may contain metals and inorganic materials

B3010	<p>Solid plastic waste: The following plastic or mixed plastic materials, provided they are not mixed with other wastes and are prepared to a specification:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Scrap plastic of non-halogenated polymers and co-polymers, including but not limited to the following¹⁸ <ul style="list-style-type: none"> - ethylene - styrene - polypropylene - polyethylene terephthalate - acrylonitrile - butadiene - polyacetals - polyamides - polybutylene terephthalate - polycarbonates - polyethers - polyphenylene sulphides - acrylic polymers - alkanes C10-C13 (plasticiser) - polyurethane (not containing CFCs) - polysiloxanes - polymethyl methacrylate - polyvinyl alcohol - polyvinyl butyral - polyvinyl acetate • Cured waste resins or condensation products including the following: <ul style="list-style-type: none"> - ureaformaldehyderesins - phenolformaldehyderesins - melamineformaldehyderesins - epoxy resins - alkyd resins - polyamides
-------	---

¹⁷ The concentration level of Benzol (a) pyrene should not be 50mg/kg or more.

¹⁸ It is understood that such scraps are completely polymerized.

- The following fluorinated polymer wastes¹⁹
 - perfluoroethylene/propylene (FEP)
 - perfluoroalkoxyl alkane
 - tetrafluoroethylene/per fluoro vinyl ether (PFA)
 - tetrafluoroethylene/per fluoro methylvinyl ether (MFA)
 - polyvinylfluoride (PVF)
 - polyvinylidene fluoride (PVDF)

- B3020 Paper, paperboard and paper product wastes
The following materials, provided they are not mixed with hazardous wastes:
Waste and scrap of paper or paperboard of:
 - unbleached paper or paperboard or of corrugated paper or paperboard
 - other paper or paperboard, made mainly of bleached chemical pulp, not coloured in the mass
 - paper or paperboard made mainly of mechanical pulp (for example, newspapers, journals and similar printed matter)
 - other, including but not limited to 1) laminated paperboard 2) unsorted scrap

- B3026 The following waste from the pre-treatment of composite packaging for liquids, not containing Annex I materials in concentrations sufficient to exhibit Annex III characteristics:
 - Non-separable plastic fraction
 - Non-separable plastic-aluminium fraction

- B3027 Self-adhesive label laminate waste containing raw materials used in label material production

- B3030 Textile wastes
The following materials, provided they are not mixed with other wastes and are prepared to a specification:
 - Silk waste (including cocoons unsuitable for reeling, yarn waste and garnetted stock)
 - not carded or combed
 - other
 - Waste of wool or of fine or coarse animal hair, including yarn waste but excluding garnetted stock
 - noils of wool or of fine animal hair
 - other waste of wool or of fine animal hair
 - waste of coarse animal hair
 - Cotton waste (including yarn waste and garnetted stock)
 - yarn waste (including thread waste)
 - garnetted stock
 - other
 - Flax tow and waste
 - Tow and waste (including yarn waste and garnetted stock) of true hemp (*Cannabis sativa* L.)
 - Tow and waste (including yarn waste and garnetted stock) of jute and other textile bast fibres (excluding flax, true hemp and ramie)
 - Tow and waste (including yarn waste and garnetted stock) of sisal and other textile fibres of the genus *Agave*
 - Tow, noils and waste (including yarn waste and garnetted stock) of coconut

¹⁹ Post-consumer wastes are excluded from this entry:

- Wastes shall not be mixed
- Problems arising from open-burning practices to be considered

- Tow, noils and waste (including yarn waste and garnetted stock) of abaca (Manila hemp or *Musa textilis* Nee)
 - Tow, noils and waste (including yarn waste and garnetted stock) of ramie and other vegetable textile fibres, not elsewhere specified or included
 - Waste (including noils, yarn waste and garnetted stock) of man-made fibres
 - of synthetic fibres
 - of artificial fibres
 - Worn clothing and other worn textile articles
 - Used rags, scrap twine, cordage, rope and cables and worn out articles of twine, cordage, rope or cables of textile materials
 - sorted
 - other
- B3035 Waste textile floor coverings, carpets
- B3040 Rubber wastes
The following materials, provided they are not mixed with other wastes:
- Waste and scrap of hard rubber (e.g., ebonite)
 - Other rubber wastes (excluding such wastes specified elsewhere)
- B3050 Untreated cork and wood waste:
- Wood waste and scrap, whether or not agglomerated in logs, briquettes, pellets or similar forms
 - Cork waste: crushed, granulated or ground cork
- B3060 Wastes arising from agro-food industries provided it is not infectious:
- Wine lees
 - Dried and sterilized vegetable waste, residues and byproducts, whether or not in the form of pellets, of a kind used in animal feeding, not elsewhere specified or included
 - Degras: residues resulting from the treatment of fatty substances or animal or vegetable waxes
 - Waste of bones and horn-cores, unworked, defatted, simply prepared (but not cut to shape), treated with acid or degelatinised
 - Fish waste
 - Cocoa shells, husks, skins and other cocoa waste
 - Other wastes from the agro-food industry excluding by-products which meet national and international requirements and standards for human or animal consumption
- B3065 Waste edible fats and oils of animal or vegetable origin (e.g. frying oils), provided they do not exhibit an Annex III characteristic
- B3070 The following wastes:
- Waste of human hair
 - Waste straw
 - Deactivated fungus mycelium from penicillin production to be used as animal feed
- B3080 Waste parings and scrap of rubber
- B3090 Paring and other wastes of leather or of composition leather not suitable for the manufacture of leather articles, excluding leather sludges, not containing hexavalent chromium compounds and biocides (note the related entry on list A)

	A3100)
B3100	Leather dust, ash, sludges or flours not containing hexavalent chromium compounds or biocides (note the related entry on list A A3090)
B3110	Fellmongery wastes not containing hexavalent chromium compounds or biocides or infectious substances (note the related entry on list A A3110)
B3120	Wastes consisting of food dyes
B3130	Waste polymer ethers and waste non-hazardous monomer ethers incapable of forming peroxides
B3140	Waste pneumatic tyres, excluding those destined for Annex IVA operations

B4 Wastes which may contain either inorganic or organic constituents

B4010	Wastes consisting mainly of water-based/latex paints, inks and hardened varnishes not containing organic solvents, heavy metals or biocides to an extent to render them hazardous (note the related entry on list A A4070)
B4020	Wastes from production, formulation and use of resins, latex, plasticizers, glues/adhesives, not listed on list A, free of solvents and other contaminants to an extent that they do not exhibit Annex III characteristics, e.g., water-based, or glues based on casein, starch, dextrin, cellulose ethers, polyvinyl alcohols (note the related entry on list A A3050)
B4030	Used single-use cameras, with batteries not included on list A

Appendice 3: Annexe III à la Convention de Bâle donnant la liste de caractéristiques de danger*

<u>UN Class</u> ¹	Code	<u>Characteristics</u>
1	H1	Explosive
		An explosive substance or waste is a solid or liquid substance or waste (or mixture of substances or wastes) which is in itself capable by chemical reaction of producing gas at such a temperature and pressure and at such a speed as to cause damage to the surroundings.
3	H3	Flammable liquids
		The word "flammable" has the same meaning as "inflammable". Flammable liquids are liquids, or mixtures of liquids, or liquids containing solids in solution or suspension (for example, paints, varnishes, lacquers, etc., but not including substances or wastes otherwise classified on account of their dangerous characteristics) which give off a flammable vapour at temperatures of not more than 60.5 deg. C, closed-cup test, or not more than 65.6 deg C, open-cup test. (Since the results of open-cup tests and of closed-cup tests are not strictly comparable and even individual results by the same test are often variable, regulations varying from the above figures to make allowance for such differences would be within the spirit of this definition).
4.1	H4.1	Flammable solids
		Solids, or waste solids, other than those classed as explosives, which under conditions encountered in transport are readily combustible, or may cause or contribute to fire through friction.
4.2	H4.2	Substances or wastes liable to spontaneous combustion
		Substances or wastes which are liable to spontaneous heating under normal conditions encountered in transport, or to heating up on contact with air, and being then liable to catch fire.
4.3	H4.3	Substances or wastes which, in contact with water emit flammable gases
		Substances or wastes which, by interaction with water, are liable to become spontaneously flammable or to give off flammable gases in dangerous quantities.
5.1	H5.1	Oxidizing
		Substances or wastes which, while in themselves not necessarily combustible, may, generally by yielding oxygen cause, or contribute to, the combustion of other materials.
5.2	H5.2	Organic Peroxides
		Organic substances or wastes which contain the bivalent-o-o-structure are thermally unstable substances which may undergo exothermic self-accelerating decomposition.
6.1	H6.1	Poisonous (Acute)
		Substances or wastes liable either to cause death or serious injury or to harm human health if swallowed or inhaled or by skin contact.
6.2	H6.2	Infectious substances
		Substances or wastes containing viable micro organisms or their toxins which are known or suspected to cause disease in animals or humans.

* Annex III of the Basel Convention are available in the six languages of the United Nations in the text of the Basel Convention available on the website of the Convention at : <http://www.basel.int/TheConvention/Overview/TextoftheConvention/tabid/1275/Default.aspx>

¹ Corresponds to the hazard classification system included in the United Nations Recommendations on the Transport of Dangerous Goods (ST/SG/AC.10/1Rev.5, United Nations, New York, 1988).

8	H8	Corrosives
		Substances or wastes which, by chemical action, will cause severe damage when in contact with living tissue, or, in the case of leakage, will materially damage, or even destroy, other goods or the means of transport; they may also cause other hazards.
9	H10	Liberation of toxic gases in contact with air or water
		Substances or wastes which, by interaction with air or water, are liable to give off toxic gases in dangerous quantities.
9	H11	Toxic (Delayed or chronic).
		Substances or wastes which, if they are inhaled or ingested or if they penetrate the skin, may involve delayed or chronic effects, including carcinogenicity
9	H12	Ecotoxic
		Substances or wastes which if released present or may present immediate or delayed adverse impacts to the environment by means of bioaccumulation and/or toxic effects upon biotic systems.
9	H13	Capable, by any means, after disposal, of yielding another material, e.g. leachate, which possesses any of the characteristics listed above.

Tests

The potential hazards posed by certain types of wastes are not yet fully documented; tests to define quantitatively these hazards do not exist. Further research is necessary in order to develop means to characterize potential hazards posed to man and/or the environment by these wastes. Standardized tests have been derived with respect to pure substances and materials. Many countries have developed national tests which can be applied to materials listed in Annex 1, in order to decide if these materials exhibit any of the characteristics listed in this Annex.

Appendice 4: Éléments essentiels devant figurer dans le contrat ou la série de contrats conclus entre l'exportateur et l'éliminateur

Les contrats pour l'expédition de déchets destinés à des opérations d'élimination doivent clairement indiquer les droits et les obligations de chaque partie au contrat et doivent attester d'une approche positive et de responsabilité mutuelle en conformité avec la loi nationale des juridictions concernées. Un contrat peut également avoir été conclu entre l'exportateur et l'importateur et l'importateur et l'éliminateur.

Il convient de noter qu'un contrat doit normalement être conclu avant la présentation de la notification et la communication par les autorités compétentes de leur consentement au mouvement de déchets. Par conséquent, le contrat conclu à ce stade doit inclure la mention « sous réserve de consentement », afin d'éviter d'éventuels problèmes pratiques d'ordre commercial au cas où le mouvement de déchets envisagé ne serait pas autorisé par les autorités compétentes.

On pourra envisager d'inclure les éléments suivants dans le contrat.

N.B. : La réglementation nationale peut imposer des conditions différentes en ce qui concerne le contenu du contrat. Veuillez vérifier la législation nationale des juridictions concernées : exportation, transit et importation.

1. ÉTENDUE DES SERVICES DE L'ÉLIMINATEUR

Préciser que l'éliminateur acceptera les déchets en question, à condition que le mouvement transfrontière réponde à certaines exigences de qualité convenues d'avance (dans des limites de tolérance convenues), qui sont décrites au paragraphe 4 ci-après. Préciser que l'installation d'élimination des déchets est dûment agréée ou qu'elle détient un permis l'autorisant à traiter les déchets, et qu'elle accepte d'éliminer lesdits déchets conformément aux consentements des États concernés et aux opérations d'élimination qui y sont indiquées.

2. ÉTENDUE DES RESPONSABILITÉS DE L'EXPORTATEUR

Le contrat pourrait également prévoir que l'exportateur devra lui aussi respecter ses obligations au titre de la procédure PIC (voir la section 4.2 de l'aide-mémoire de l'exportateur ou du producteur (en tant qu'auteur de la notification)).

3. DURÉE DU CONTRAT

Préciser la période de validité du contrat et, s'il y a lieu, la fréquence des expéditions.

4. MATIÈRES CONSTITUANT LES DÉCHETS ET MÉTHODE D'ÉLIMINATION

Fournir une description des déchets dangereux ou autres déchets et de l'opération d'élimination à laquelle ils sont destinés, ainsi qu'une description de l'emploi prévu de la matière (ou du produit) récupéré(e). Donner des précisions sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets en question.

5. QUANTITÉ

Préciser la quantité de déchets dangereux ou d'autres déchets que l'éliminateur accepte de recevoir.

6. LIVRAISON

Préciser le type d'emballage qui sera utilisé pour le transport.

Préciser que l'exportateur informera l'éliminateur de la date de toute expédition prévue dans le contrat, de la date prévue d'arrivée à l'installation de l'éliminateur et de la date prévue d'achèvement des opérations d'élimination.

Exiger de l'importateur/l'éliminateur qu'il remplisse le document de mouvement à la réception des déchets dangereux ou autres déchets, qu'il mène à bien l'élimination des déchets dangereux ou autres déchets et qu'il confirme par écrit dans les trente jours que les déchets ont bien été éliminés.

L'importateur doit prendre toutes les mesures pratiques nécessaire pour aider l'exportateur à respecter ses obligations en vertu de la loi nationale de la Partie d'exportation si la livraison n'est pas acceptée par l'installation agréé désignée dans les consentements des États concernés ou si l'installation agréée ne peut pas, ou refuse, d'éliminer les déchets dangereux ou autres déchets conformément aux consentements des États concernés.

7. TITRE

Préciser les conditions de transfert de propriété et de responsabilité en définissant clairement les situations couvertes par le contrat, par exemple : perte, vol, dégâts (préciser ce que l'on entend par « dégâts »).

8. INSPECTION ET ACCEPTATION

Préciser laquelle des parties est responsable d'assurer l'inspection, l'échantillonnage et l'analyse des déchets dangereux ou autres, ainsi que la marche à suivre si l'échantillon n'est pas conforme et/ou si l'expédition est refusée. Préciser laquelle des parties prendra à sa charge les frais occasionnés par chacune de ces deux situations. Indiquer un autre mode de gestion et la chaîne des parties responsables dans les cas où l'éliminateur n'est pas en mesure d'accepter les déchets en question. Ne pas oublier que la Convention de Bâle prévoit l'obligation pour l'État d'exportation de réimporter les déchets (article 8).

8. DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'EXPORTATEUR ET/OU DE L'ÉLIMINATEUR

Préciser les déclarations et les garanties de chaque société, par exemple en ce qui concerne la compétence de chacune des parties et son permis/autorisation d'exploitation.

9. RESPONSABILITÉ CIVILE

Définir clairement les responsabilités en cas de préjudice causé aux biens de tiers ou tout autre forme de préjudice particulier (par exemple : dommages à l'environnement, manque à gagner, perte de bénéfices, etc.)

10. ASSURANCE

Préciser que les sociétés sont assurées comme le prévoit la loi ou sont couvertes par un autre type d'assurance convenu.

11. DROIT ET ARBITRAGE

Préciser la marche à suivre et le calendrier à respecter au cas où un différend surgirait suite à l'application du contrat (par exemple : résolution extrajudiciaire du différend ou recours à un tribunal d'arbitrage tel que la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale).

12. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Préciser l'indemnisation.

Préciser les modalités de la détermination de l'indemnisation.

Appendice 5: Annexe IV à la Convention de Bâle sur les opérations d'élimination*

A. OPERATIONS WHICH DO NOT LEAD TO THE POSSIBILITY OF RESOURCE RECOVERY, RECYCLING, RECLAMATION, DIRECT RE USE OR ALTERNATIVE USES

Section A encompasses all such disposal operations which occur in practice

D1 Deposit into or onto land, (e.g., landfill, etc.)

D2 Land treatment, (e.g., biodegradation of liquid or sludgy discards in soils, etc.)

D3 Deep injection, (e.g., injection of pumpable discards into wells, salt domes or naturally occurring repositories, etc.)

D4 Surface impoundment, (e.g., placement of liquid or sludge discards into pits, ponds or lagoons, etc.)

D5 Specially engineered landfill, (e.g., placement into lined discrete cells which are capped and isolated from one another and the environment, etc.)

D6 Release into a water body except seas/oceans

D7 Release into seas/oceans including seabed insertion

D8 Biological treatment not specified elsewhere in this Annex which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations in Section A

D9 Physicochemical treatment not specified elsewhere in this Annex which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations in Section A, (e.g., evaporation, drying, calcination, neutralisation, precipitation, etc.)

D10 Incineration on land

D11 Incineration at sea

D12 Permanent storage (e.g., emplacement of containers in a mine, etc.)

D13 Blending or mixing prior to submission to any of the operations in Section A

D14 Repackaging prior to submission to any of the operations in Section A

D15 Storage pending any of the operations in Section A

B. OPERATIONS WHICH MAY LEAD TO RESOURCE RECOVERY, RECYCLING, RECLAMATION, DIRECT REUSE OR ALTERNATIVE USES

Section B encompasses all such operations with respect to materials legally defined as or considered to be hazardous wastes and which otherwise would have been destined for operations included in Section A

R1 Use as a fuel (other than in direct incineration) or other means to generate energy

R2 Solvent reclamation/regeneration

R3 Recycling/reclamation of organic substances which are not used as solvents

* Annex IV of the Basel Convention are available in the six languages of the United Nations in the text of the Basel Convention available on the website of the Convention at :
<http://www.basel.int/TheConvention/Overview/TextoftheConvention/tabid/1275/Default.aspx>

R4 Recycling/reclamation of metals and metal compounds

R5 Recycling/reclamation of other inorganic materials

R6 Regeneration of acids or bases

R7 Recovery of components used for pollution abatement

R8 Recovery of components from catalysts

R9 Used oil re-refining or other reuses of previously used oil

R10 Land treatment resulting in benefit to agriculture or ecological improvement

R11 Uses of residual materials obtained from any of the operations numbered R1- R10

R12 Exchange of wastes for submission to any of the operations numbered R1- R11

R13 Accumulation of material intended for any operation in Section B

Appendice 6: Documents de notification et de mouvement révisés pour le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et instructions sur la manière de les remplir *

* The revised notification and movement documents for the control of transboundary movement of hazardous wastes and instructions for completing these documents are available in the six languages of the United Nations on the website of the Convention at:
<http://www.basel.int/Procedures/NotificationMovementDocuments/tabid/1327/Default.aspx>

Notification document for transboundary movements/shipments of waste

<p>1. Exporter – notifier Registration No: Name: Address: Contact person: Tel: Fax: E-mail:</p>	<p>3. Notification No: Notification concerning A.(i) Individual shipment: <input type="checkbox"/> (ii) Multiple shipments: <input type="checkbox"/> B.(i) Disposal (1): <input type="checkbox"/> (ii) Recovery: <input type="checkbox"/> C. Pre-consented recovery facility (2:3) Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/></p>												
<p>2. Importer - consignee Registration No: Name: Address: Contact person: Tel: Fax: E-mail:</p>	<p>4. Total intended number of shipments: 5. Total intended quantity(4): Tonnes (Mg): m³:</p>												
<p>8. Intended carrier(s) Registration No: Name(7): Address: Contact person: Tel: Fax: E-mail: Means of transport(5):</p>	<p>6. Intended period of time for shipment(s) (4): First departure: Last departure: 7. Packaging type(s) (5): Special handling requirements (6): Yes: <input type="checkbox"/> No: <input type="checkbox"/></p>												
<p>9. Waste generator(s) - producer(s)(1:7:8) Registration No: Name: Address: Contact person: Tel: Fax: E-mail: Site and process of generation (6)</p>	<p>11. Disposal / recovery operation(s) (2) D-code / R-code (5): Technology employed (6): Reason for export (1:6):</p>												
<p>10. Disposal facility (2): <input type="checkbox"/> or recovery facility (2): <input type="checkbox"/> Registration No: Name: Address: Contact person: Tel: Fax: E-mail: Actual site of disposal/recovery:</p>	<p>12. Designation and composition of the waste(6): 13. Physical characteristics(5): 14. Waste identification (fill in relevant codes) (i) Basel Annex VIII (or IX if applicable): (ii) OECD code (if different from (i)): (iii) EC list of wastes: (iv) National code in country of export: (v) National code in country of import: (vi) Other (specify): (vii) Y-code: (viii) H-code (5): (ix) UN class (5): (x) UN Number: (xi) UN Shipping name: (xii) Customs code(s) (HS):</p>												
<p>15. (a) Countries/States concerned, (b) Code no. of competent authorities where applicable, (c) Specific points of exit or entry (border crossing or port)</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 25%;">State of export - dispatch</th> <th style="width: 50%;">State(s) of transit (entry and exit)</th> <th style="width: 25%;">State of import - destination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>(a)</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>(b)</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>(c)</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		State of export - dispatch	State(s) of transit (entry and exit)	State of import - destination	(a)			(b)			(c)		
State of export - dispatch	State(s) of transit (entry and exit)	State of import - destination											
(a)													
(b)													
(c)													
<p>16. Customs offices of entry and/or exit and/or export (European Community): Entry: Exit: Export:</p>													
<p>17. Exporter's - notifier's / generator's - producer's (1) declaration: I certify that the information is complete and correct to my best knowledge. I also certify that legally enforceable written contractual obligations have been entered into and that any applicable insurance or other financial guarantee is or shall be in force covering the transboundary movement. Exporter's - notifier's name: Date: Signature: Generator's - producer's name: Date: Signature:</p>													
<p>FOR USE BY COMPETENT AUTHORITIES</p>													
<p>19. Acknowledgement from the relevant competent authority of countries of import - destination / transit (1) export - dispatch(9): Country: Notification received on: Acknowledgement sent on: Name of competent authority: Stamp and/or signature:</p>	<p>20. Written consent (1:8) to the movement provided by the competent authority of (country): Consent given on: Consent valid from: until: Specific conditions: No: <input type="checkbox"/> If Yes, see block 21 (6): <input type="checkbox"/> Name of competent authority: Stamp and/or signature:</p>												
<p>21. Specific conditions on consenting to the movement document or reasons for objecting</p>													

(1) Required by the Basel Convention

(2) In the case of an R12/R13 or D13-D15 operation, also attach corresponding information on any subsequent R12/R13 or D13-D15 facilities and on the subsequent R1-R11 or D1-D12 facility(ies) when required

(3) To be completed for movements within the OECD area and only if B(ii) applies

(4) Attach detailed list if multiple shipments

(5) See list of abbreviations and codes on the next page

(6) Attach details if necessary

(7) Attach list if more than one

(8) If required by national legislation

(9) If applicable under the OECD Decision

List of abbreviations and codes used in the notification document

<p>DISPOSAL OPERATIONS (block 11)</p> <p>D1 Deposit into or onto land, (e.g., landfill, etc.) D2 Land treatment, (e.g., biodegradation of liquid or sludgy discards in soils, etc.) D3 Deep injection, (e.g., injection of pump able discards into wells, salt domes or naturally occurring repositories, etc.) D4 Surface impoundment, (e.g., placement of liquid or sludge discards into pits, ponds or lagoons, etc.) D5 Specially engineered landfill, (e.g., placement into lined discrete cells which are capped and isolated from one another and the environment, etc.) D6 Release into a water body except seas/oceans D7 Release into seas/oceans including sea-bed insertion D8 Biological treatment not specified elsewhere in this list which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations in this list D9 Physico-chemical treatment not specified elsewhere in this list which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations in this list (e.g., evaporation, drying, calcination, etc.) D10 Incineration on land D11 Incineration at sea D12 Permanent storage, (e.g., emplacement of containers in a mine, etc.) D13 Blending or mixing prior to submission to any of the operations in this list D14 Repackaging prior to submission to any of the operations in this list D15 Storage pending any of the operations in this list</p>																																															
<p>RECOVERY OPERATIONS (block 11)</p> <p>R1 Use as a fuel (other than in direct incineration) or other means to generate energy (Basel/OECD) - Use principally as a fuel or other means to generate energy (EU) R2 Solvent reclamation/regeneration R3 Recycling/reclamation of organic substances which are not used as solvents R4 Recycling/reclamation of metals and metal compounds R5 Recycling/reclamation of other inorganic materials R6 Regeneration of acids or bases R7 Recovery of components used for pollution abatement R8 Recovery of components from catalysts R9 Used oil re-refining or other reuses of previously used oil R10 Land treatment resulting in benefit to agriculture or ecological improvement R11 Uses of residual materials obtained from any of the operations numbered R1-R10 R12 Exchange of wastes for submission to any of the operations numbered R1-R11 R13 Accumulation of material intended for any operation in this list.</p>																																															
<p>PACKAGING TYPES (block 7)</p> <p>1. Drum 2. Wooden barrel 3. Jerrican 4. Box 5. Bag 6. Composite packaging 7. Pressure receptacle 8. Bulk 9. Other (specify)</p>	<p>H-CODE AND UN CLASS (block 14)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>UN Class</th> <th>H-code</th> <th>Characteristics</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>H1</td> <td>Explosive</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>H3</td> <td>Flammable liquids</td> </tr> <tr> <td>4.1</td> <td>H4.1</td> <td>Flammable solids</td> </tr> <tr> <td>4.2</td> <td>H4.2</td> <td>Substances or wastes liable to spontaneous combustion</td> </tr> <tr> <td>4.3</td> <td>H4.3</td> <td>Substances or wastes which, in contact with water, emit flammable gases</td> </tr> <tr> <td>5.1</td> <td>H5.1</td> <td>Oxidizing</td> </tr> <tr> <td>5.2</td> <td>H5.2</td> <td>Organic peroxides</td> </tr> <tr> <td>6.1</td> <td>H6.1</td> <td>Poisonous (acute)</td> </tr> <tr> <td>6.2</td> <td>H6.2</td> <td>Infectious substances</td> </tr> <tr> <td>8</td> <td>H8</td> <td>Corrosives</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>H10</td> <td>Liberation of toxic gases in contact with air or water</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>H11</td> <td>Toxic (delayed or chronic)</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>H12</td> <td>Ecotoxic</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>H13</td> <td>Capable, by any means, after disposal of yielding another material, e.g., leachate, which possesses any of the characteristics listed above</td> </tr> </tbody> </table>		UN Class	H-code	Characteristics	1	H1	Explosive	3	H3	Flammable liquids	4.1	H4.1	Flammable solids	4.2	H4.2	Substances or wastes liable to spontaneous combustion	4.3	H4.3	Substances or wastes which, in contact with water, emit flammable gases	5.1	H5.1	Oxidizing	5.2	H5.2	Organic peroxides	6.1	H6.1	Poisonous (acute)	6.2	H6.2	Infectious substances	8	H8	Corrosives	9	H10	Liberation of toxic gases in contact with air or water	9	H11	Toxic (delayed or chronic)	9	H12	Ecotoxic	9	H13	Capable, by any means, after disposal of yielding another material, e.g., leachate, which possesses any of the characteristics listed above
UN Class	H-code	Characteristics																																													
1	H1	Explosive																																													
3	H3	Flammable liquids																																													
4.1	H4.1	Flammable solids																																													
4.2	H4.2	Substances or wastes liable to spontaneous combustion																																													
4.3	H4.3	Substances or wastes which, in contact with water, emit flammable gases																																													
5.1	H5.1	Oxidizing																																													
5.2	H5.2	Organic peroxides																																													
6.1	H6.1	Poisonous (acute)																																													
6.2	H6.2	Infectious substances																																													
8	H8	Corrosives																																													
9	H10	Liberation of toxic gases in contact with air or water																																													
9	H11	Toxic (delayed or chronic)																																													
9	H12	Ecotoxic																																													
9	H13	Capable, by any means, after disposal of yielding another material, e.g., leachate, which possesses any of the characteristics listed above																																													
<p>MEANS OF TRANSPORT (block 8)</p> <p>R = Road T = Train/rail S = Sea A = Air W = Inland waterways</p>																																															
<p>PHYSICAL CHARACTERISTICS (block 13)</p> <p>1. Powdery/powder 2. Solid 3. Viscous/paste 4. Sludgy 5. Liquid 6. Gaseous 7. Other (specify)</p>																																															

Further information, in particular related to waste identification (block 14), i.e. on Basel Annexes VIII and IX codes, OECD codes and Y-codes, can be found in a Guidance/Instruction Manual available from the OECD and the Secretariat of the Basel Convention.

Movement document for transboundary movements/shipments of waste

1. Corresponding to notification No:		2. Serial/total number of shipments: /	
3. Exporter- notifier Registration No: Name: Address: Contact person: Tel: Fax: E-mail:		4. Importer- consignee Registration No: Name: Address: Contact person: Tel: Fax: E-mail:	
5. Actual quantity: Tonnes (Mg): m ³ :		6. Actual date of shipment:	
7. Packaging Type(s) (1): Number of packages: Special handling requirements: (2) Yes: <input type="checkbox"/> No: <input type="checkbox"/>			
8. (a) 1 st Carrier (3): Registration No: Name: Address: Tel: Fax: E-mail:		8. (b) 2 nd Carrier: Registration No: Name: Address: Tel: Fax: E-mail:	
		8. (c) Last Carrier: Registration No: Name: Address: Tel: Fax: E-mail:	
----- To be completed by carrier's representative -----			
Means of transport (1): Date of transfer: Signature:		Means of transport (1): Date of transfer: Signature:	
9. Waste generator(s)- producer(s) (4,5,6): Registration No: Name: Address: Contact person: Tel: Fax: E-mail: Site of generation (2):		12. Designation and composition of the waste(2):	
10. Disposal facility <input type="checkbox"/> or recovery facility <input type="checkbox"/> Registration No: Name: Address: Contact person: Te Fax: I: E-mail: Actual site of disposal/recovery (2)		13. Physical characteristics (1):	
11. Disposal/recovery operation(s) D-code / R-code (1):		14. Waste identification (fill in relevant codes) (i) Basel Annex VIII (or IX if applicable); (ii) OECD code (if different from (i)); (iii) EC list of wastes; (iv) National code in country of export; (v) National code in country of import; (vi) Other (specify): (vii) Y-code: (viii) H-code (1): (ix) UN class (1): (x) UN Number: (xi) UN Shipping name: (xii) Customs code(s) (HS):	
15. Exporter's- notifier's / generator's - producer's (4) declaration: I certify that the above information is complete and correct to my best knowledge. I also certify that legally enforceable written contractual obligations have been entered into, that any applicable insurance or other financial guarantee is in force covering the transboundary movement and that all necessary consents have been received from the competent authorities of the countries concerned. Name: Date: Signature:			
16. For use by any person involved in the transboundary movement in case additional information is required			
17. Shipment received by importer - consignee (if not facility): Date: Name: Signature:			
TO BE COMPLETED BY DISPOSAL / RECOVERY FACILITY			
18. Shipment received at disposal facility <input type="checkbox"/> or recovery facility <input type="checkbox"/> Date of reception: Accepted: <input type="checkbox"/> Rejected*: <input type="checkbox"/> Quantity received: Tonnes (Mg): m ³ : Approximate date of disposal/recovery: Disposal/recovery operation (1): Name: Date: Signature:		19. I certify that the disposal/recovery of the waste described above has been completed. Name: Date: Signature and stamp:	

(1) See list of abbreviations and codes on the next page

(2) Attach details if necessary

(3) If more than 3 carriers, attach information as required in blocks 8 (a,b,c).

(4) Required by the Basel Convention

(5) Attach list if more than one

(6) If required by national legislation

FOR USE BY CUSTOMS OFFICES (if required by national legislation)			
20. Country of export - dispatch or customs office of exit The waste described in this movement document left the country on: Signature: Stamp:	21. Country of import - destination or customs office of entry The waste described in this movement document entered the country on: Signature: Stamp:		
22. Stamps of customs offices of transit countries			
Name of country: Entry:	Exit:	Name of country: Entry:	Exit:
Name of country: Entry:	Exit:	Name of country: Entry:	Exit:

List of Abbreviations and Codes Used in the Movement Document

DISPOSAL OPERATIONS (block 11) D1 Deposit into or onto land, (e.g., landfill, etc.) D2 Land treatment, (e.g. biodegradation of liquid or sludgy discards in soils, etc.) D3 Deep injection, (e.g., injection of pumpable discards into wells, salt domes or naturally occurring repositories, etc.) D4 Surface impoundment, (e.g., placement of liquid or sludge discards into pits, ponds or lagoons, etc.) D5 Specially engineered landfill, (e.g., placement into lined discrete cells which are capped and isolated from one another and the environment), etc. D6 Release into a water body except seas/oceans D7 Release into seas/oceans including sea-bed insertion D8 Biological treatment not specified elsewhere in this list which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations in this list D9 Physico-chemical treatment not specified elsewhere in this list which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations in this list (e.g., evaporation, drying, calcination, etc.) D10 Incineration on land D11 Incineration at sea D12 Permanent storage, (e.g., emplacement of containers in a mine, etc.) D13 Blending or mixing prior to submission to any of the operations in this list D14 Repackaging prior to submission to any of the operations in this list D15 Storage pending any of the operations in this list	RECOVERY OPERATIONS (block 11) R1 Use as a fuel (other than in direct incineration) or other means to generate energy (Basel/OECD) - Use principally as a fuel or other means to generate energy (EU) R2 Solvent reclamation/regeneration R3 Recycling/reclamation of organic substances which are not used as solvents R4 Recycling/reclamation of metals and metal compounds R5 Recycling/reclamation of other inorganic materials R6 Regeneration of acids or bases R7 Recovery of components used for pollution abatement R8 Recovery of components from catalysts R9 Used oil re-refining or other reuses of previously used oil R10 Land treatment resulting in benefit to agriculture or ecological improvement R11 Uses of residual materials obtained from any of the operations numbered R1-R10 R12 Exchange of wastes for submission to any of the operations numbered R1-R11 R13 Accumulation of material intended for any operation in this list																																													
PACKAGING TYPES (block 7) 1. Drum 2. Wooden barrel 3. Jerrican 4. Box 5. Bag 6. Composite packaging 7. Pressure receptacle 8. Bulk 9. Other (specify)	H-CODE AND UN CLASS (block 14) <table style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">UN class</th> <th style="text-align: left;">H-code</th> <th style="text-align: left;">Characteristics</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1</td><td>H1</td><td>Explosive</td></tr> <tr><td>3</td><td>H3</td><td>Flammable liquids</td></tr> <tr><td>4.1</td><td>H4.1</td><td>Flammable solids</td></tr> <tr><td>4.2</td><td>H4.2</td><td>Substances or wastes liable to spontaneous combustion</td></tr> <tr><td>4.3</td><td>H4.3</td><td>Substances or wastes which, in contact with water, emit flammable gases</td></tr> <tr><td>5.1</td><td>H5.1</td><td>Oxidizing</td></tr> <tr><td>5.2</td><td>H5.2</td><td>Organic peroxides</td></tr> <tr><td>6.1</td><td>H6.1</td><td>Poisonous (acute)</td></tr> <tr><td>6.2</td><td>H6.2</td><td>Infectious substances</td></tr> <tr><td>8</td><td>H8</td><td>Corrosives</td></tr> <tr><td>9</td><td>H10</td><td>Liberation of toxic gases in contact with air or water</td></tr> <tr><td>9</td><td>H11</td><td>Toxic (delayed or chronic)</td></tr> <tr><td>9</td><td>H12</td><td>Ecotoxic</td></tr> <tr><td>9</td><td>H13</td><td>Capable, by any means, after disposal of yielding another material, e. g., leachate, which possesses any of the characteristics listed above</td></tr> </tbody> </table>	UN class	H-code	Characteristics	1	H1	Explosive	3	H3	Flammable liquids	4.1	H4.1	Flammable solids	4.2	H4.2	Substances or wastes liable to spontaneous combustion	4.3	H4.3	Substances or wastes which, in contact with water, emit flammable gases	5.1	H5.1	Oxidizing	5.2	H5.2	Organic peroxides	6.1	H6.1	Poisonous (acute)	6.2	H6.2	Infectious substances	8	H8	Corrosives	9	H10	Liberation of toxic gases in contact with air or water	9	H11	Toxic (delayed or chronic)	9	H12	Ecotoxic	9	H13	Capable, by any means, after disposal of yielding another material, e. g., leachate, which possesses any of the characteristics listed above
UN class	H-code	Characteristics																																												
1	H1	Explosive																																												
3	H3	Flammable liquids																																												
4.1	H4.1	Flammable solids																																												
4.2	H4.2	Substances or wastes liable to spontaneous combustion																																												
4.3	H4.3	Substances or wastes which, in contact with water, emit flammable gases																																												
5.1	H5.1	Oxidizing																																												
5.2	H5.2	Organic peroxides																																												
6.1	H6.1	Poisonous (acute)																																												
6.2	H6.2	Infectious substances																																												
8	H8	Corrosives																																												
9	H10	Liberation of toxic gases in contact with air or water																																												
9	H11	Toxic (delayed or chronic)																																												
9	H12	Ecotoxic																																												
9	H13	Capable, by any means, after disposal of yielding another material, e. g., leachate, which possesses any of the characteristics listed above																																												
MEANS OF TRANSPORT (block 8) R = Road T = Train/rail S = Sea A = Air W = Inland waterways																																														
PHYSICAL CHARACTERISTICS (block 13) <table style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <tbody> <tr> <td>1. Powdery / powder</td> <td>5. Liquid</td> </tr> <tr> <td>2. Solid</td> <td>6. Gaseous</td> </tr> <tr> <td>3. Viscous / paste</td> <td>7. Other</td> </tr> <tr> <td colspan="2">(specify)</td> </tr> <tr> <td>4. Sludgy</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	1. Powdery / powder	5. Liquid	2. Solid	6. Gaseous	3. Viscous / paste	7. Other	(specify)		4. Sludgy																																					
1. Powdery / powder	5. Liquid																																													
2. Solid	6. Gaseous																																													
3. Viscous / paste	7. Other																																													
(specify)																																														
4. Sludgy																																														

Further information, in particular related to waste identification (block 14), i.e. on Basel Annexes VIII and IX codes, OECD codes and Y-codes, can be found in a Guidance/Instruction Manual available from the OECD and the Secretariat of the Basel Convention

Instructions for completing the notification and movement documents

Introduction

1. International instruments have been established to control export and import of wastes which may pose a risk or a hazard to human health and the environment. The two such instruments with the greatest influence are the Basel Convention,¹ whose secretariat is administered by the United Nations Environment Programme (UNEP), and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) Council Decision C(2001)107/FINAL (hereinafter “the OECD Decision”).² Member States of the European Union are also obliged to comply with a European Community Regulation.³ The Basel Convention and the European Community Regulation concern international movements of waste, whether destined for disposal or recovery, whereas the OECD Decision only concerns movements of wastes destined for recovery operations within the OECD area. All of the instruments operate subject to a range of administrative controls by the Parties implementing them.

2. The present instructions provide the necessary explanations for completing the notification and movement documents. Both documents are compatible with the three instruments mentioned above, since they take into account the specific requirements set out in the Basel Convention, the OECD Decision and the European Community Regulation. Because the documents have been made broad enough to cover all three instruments, however, not all blocks in the document will be applicable to all of the instruments and it therefore may not be necessary to complete all of the blocks in a given case. Any specific requirements relating to only one control system have been indicated with the use of footnotes. It is also possible that national implementing legislation may use terminology that differs from that adopted in the Basel Convention and the OECD Decision. For example, the term “shipment” is used in the European Community Regulation instead of “movement” and the titles of the notification and movement documents therefore reflect this variation by employing the term “movement/shipment”.

3. The documents include both the term “disposal” and “recovery”, because the terms are defined differently in the three instruments. The European Community Regulation and the OECD Decision use the term “disposal” to refer to disposal operations listed in Annex IV.A of the Basel Convention and Appendix 5.A of the OECD Decision and “recovery” for recovery operations listed in Annex IV.B of the Basel Convention and Appendix 5.B of the OECD Decision. In the Basel Convention itself, however, the term “disposal” is used to refer to both disposal and recovery operations.

4. The competent national authorities in each state of export will be responsible for providing and issuing the notification and movement documents (in both paper and electronic versions). When doing so, they will use a numbering system, which allows a particular consignment of waste to be traced. The numbering system should be prefixed with the country code that can be found in the ISO standard 3166 abbreviation list.

5. Countries may wish to issue the documents in a paper size format that conforms to their national standards (normally ISO A4, as recommended by the United Nations). In order to facilitate their use internationally, however, and to take into account the difference between ISO A4 and the paper size used in North America, the frame size of the forms should not be greater than 183 x 262 mm with margins aligned at the top and the left side of the paper.

¹ Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and Their Disposal, 22 March 1989. See www.basel.int.

² Decision C(2001)107/FINAL of the OECD Council, concerning the revision of Decision C(92)39/FINAL on the control of transboundary movements of waste destined for recovery operations; the former decision is a consolidation of texts adopted by the Council on 14 June 2001 and on 28 February 2002 (with amendments). See <http://acts.oecd.org/Instruments/ShowInstrumentView.aspx?InstrumentID=221&InstrumentPID=217&Lang=en&Book=F> also

³ Currently in force is Council Regulation (EEC) No 259/93 of 1 February 1993 on the supervision and control of shipments of waste within, into and out of the European Community (Official Journal of the European Communities No. L30, 6.2.1993 (with amendments)). It will be repealed with effect from 12 July 2007, when Regulation (EC) No 1013/2006 on shipments of waste (Official Journal No. L190, 12.7.2006), will apply. See <http://ec.europa.eu/environment/waste/shipments/>

Purpose of the notification and movement documents

6. The notification document is intended to provide the competent authorities of countries concerned with the information they need to assess the acceptability of proposed waste movements. The document includes space for the competent authorities to acknowledge receipt of the notification and, where required, to consent in writing to a proposed movement.

7. The movement document is intended to travel with a consignment of waste at all times from the moment it leaves the waste generator to its arrival at a disposal or recovery facility in another country. Each person who takes charge of a transboundary movement is to sign the movement document either upon delivery or receipt of the wastes in question. Space is provided in the document for detailed information on all carriers of the consignment. There are also spaces in the movement document for recording passage of the consignment through the customs offices of all countries concerned (while not strictly required by applicable international instruments, national legislation in some countries requires such procedures, as well as information to ensure proper control over movement). Finally, the document is to be used by the relevant disposal or recovery facility to certify that the waste has been received and that the recovery or disposal operation has been completed.

General requirements

8. Those filling out printed copies of the documents should use typescript or block capitals in permanent ink throughout. Signatures should always be written in permanent ink and the name of the authorized representative should accompany the signature in capital letters. In the event of a minor mistake, for example the use of the wrong code for a waste, a correction can be made with the approval of the competent authorities. The new text must be marked and signed or stamped, and the date of the modification must be noted. For major changes or corrections, a new form must be completed.

9. The forms have also been designed to be easily completed electronically. Where this is done, appropriate security measures should be taken against any misuse of the forms. Any changes made to a completed form with the approval of the competent authorities should be visible. When using electronic forms transmitted by e-mail, a digital signature is necessary.

10. To simplify translation, the documents require a code, rather than text, for the completion of several blocks. Where text is required, however, it must be in a language acceptable to the competent authorities in the country of import and, where required, to the other concerned authorities.

11. A six digit format should be used to indicate the date. For example, 29 January 2006 should be shown as 29.01.06 (Day.Month.Year).

12. Where it is necessary to add annexes or attachments to the documents providing additional information, each attachment should include the reference number of the relevant document and cite the block to which it relates.

Specific instructions for completing the notification document

13. The exporter or the competent authority of the State of export, as appropriate, is to complete blocks 1–18 (except the notification number in block 3). The waste generator, where practicable, should also sign in block 17.

14. **Blocks 1 and 2:** Provide the registration number (where applicable), full name, address (including the name of the country), telephone and fax numbers (including the country code) and e-mail address of the exporter or the competent authority of the State of export, as appropriate, and importer,⁴ and also the name of a contact person responsible for the shipment. The phone and fax numbers and the e-mail address should facilitate contact of all relevant persons at any time regarding an incident during shipment.

15. Normally, the importer would be the disposal or recovery facility given in block 10. In some cases, however, the importer may be another person, for example a recognized trader, a dealer, a broker, or a corporate body, such as the headquarters or mailing address of the receiving disposal or recovery facility in block 10. In order to act as an importer, a recognized trader, dealer, broker or corporate body must be under the jurisdiction of the country of import and possess or have some other form of legal control over the waste at the moment the shipment arrives in the country of import. In

⁴ In the European Community, the terms notifier and consignee are used instead of exporter and importer.

such cases, information relating to the recognized trader, dealer, broker or corporate body should be completed in block 2.

16. **Block 3:** When issuing a notification document, a competent authority will, according to its own system, provide an identification number which will be printed in this block (see paragraph 4 above). The appropriate boxes should be ticked to indicate:

(a) Whether the notification covers one shipment (single notification) or multiple shipments (general notification);

(b) Whether the waste being shipped is destined for disposal (which, as noted in paragraphs 1 and 3 above, is possible in the case of a shipment falling within the ambit of the Basel Convention or the European Community Regulation but not one within the ambit of the OECD Decision) or for recovery; and

(c) Whether the waste being shipped is destined for a facility which has been granted a pre-consent for receiving certain wastes subject to the Amber control procedure in accordance with case 2 of the "Functioning of the Amber Control Procedure" (see chapter II, section D of the OECD Decision).

17. **Blocks 4, 5 and 6:** For single or multiple shipments, give the number of shipments in block 4 and the intended date of a single shipment or, for multiple shipments, the dates of the first and last shipments, in block 6. In block 5, give the weight in tonnes (1 megagram (Mg) or 1,000 kg) or volume in cubic metres (1,000 litres) of the waste. Other units of the metric system, such as kilograms or litres, are also acceptable; when used, the unit of measure should be indicated and the unit in the document should be crossed out. Some countries may always require the weight to be quoted. For multiple shipments, the total quantity shipped must not exceed the quantity declared in block 5. The intended period of time for movements in block 6 may not exceed one year, with the exception of multiple shipments to pre-consented recovery facilities that fall under the OECD Decision (see paragraph 16 (c)), for which the intended period of time may not exceed three years. In the case of multiple shipments, the Basel Convention requires the expected dates or the expected frequency and the estimated quantity of each shipment to be quoted in blocks 5 and 6 or attached in an annex. Where a competent authority issues a written consent to the movement and the validity period of that consent in block 20 differs from the period indicated in block 6, the decision of the competent authority overrides the information in block 6.

18. **Block 7:** Types of packaging should be indicated using the codes provided in the list of abbreviations and codes attached to the notification document. If special handling precautions are required, such as those required by producers' handling instructions for employees, health and safety information, including information on dealing with spillage, and transport emergency cards, tick the appropriate box and attach the information in an annex.

19. **Block 8:** Provide the following necessary information on the carrier or carriers involved in the shipment: registration number (where applicable), full name, address (including the name of the country), telephone and fax numbers (including the country code), e-mail address and the name of a contact person responsible for the shipment. If more than one carrier is involved, append to the notification document a complete list giving the required information for each carrier. Where the transport is organized by a forwarding agent, the agent's details should be given in block 8 and the respective information on actual carriers should be provided in an annex. Means of transport should be indicated using the abbreviations provided in the list of abbreviations and codes attached to the notification document.

20. **Block 9:** Provide the required information on the generator of the waste. This information is required under the Basel Convention and many countries may require it under their national legislation.⁵ Such information is not required, however, for movements of wastes destined for recovery under the OECD Decision. The registration number of the generator should be given where applicable. If the exporter is the generator of the waste then write "Same as block 1". If the waste has been produced by more than one generator, write "See attached list" and append a list providing the requested information for each generator. Where the generator is not known, give the name of the person in possession or control of such wastes. The definition of "generator" used in the Basel Convention provides that in instances where the true generator of the waste is not known, the generator is deemed to be the person who is in possession or control of the waste. Also provide information on the process by which the waste was generated and the site of generation. Some

⁵ In the European Community, the term "producer" is used instead of "generator".

countries may accept that information on the generator be given in a separate annex which would only be available to the competent authorities.

21. **Block 10:** Give the required information on the destination of the shipment by first ticking the appropriate type of facility: either disposal or recovery. The registration number should be given where applicable. If the disposer or recoverer is also the importer, state here "Same as block 2". If the disposal or recovery operation is a D13–D15 or R12 or R13 operation (according to the definitions of operations set out in the list of abbreviations and codes attached to the notification document), the facility performing the operation should be mentioned in block 10, as well as the location where the operation will be performed. In such a case, corresponding information on the subsequent facility or facilities, where any subsequent R12/R13 or D13–D15 operation and the D1–D12 or R1–R11 operation or operations takes or take place or may take place should be provided in an annex. Provide the information on the actual site of disposal or recovery if it is different from the address of the facility.

22. **Block 11:** Indicate the type of recovery or disposal operation by the using R-codes or D-codes provided in the list of abbreviations and codes attached to the notification document.⁶ The OECD Decision only covers transboundary movements of wastes destined for recovery operations (R-codes) within the OECD area. If the disposal or recovery operation is a D13–D15 or R12 or R13 operation, corresponding information on the subsequent operations (any R12/R13 or D13–D15 as well as D1–D12 or R1–R11) should be provided in an annex. Also indicate the technology to be employed. Specify also the reason for export (this is not required, however, by the OECD Decision).

23. **Block 12:** Give the name or names by which the material is commonly known or the commercial name and the names of its major constituents (in terms of quantity and/or hazard) and their relative concentrations (expressed as a percentage), if known. In the case of a mixture of wastes, provide the same information for the different fractions and indicate which fractions are destined for recovery. A chemical analysis of the composition of the waste may be required in accordance with national legislation. Attach further information in an annex if necessary.

24. **Block 13:** Indicate physical characteristics of the waste at normal temperatures and pressures by using the codes provided in the list of abbreviations and codes attached to the notification document.

25. **Block 14:** State the code that identifies the waste according to the system adopted under the Basel Convention (under subheading (i) in block 14) and, where applicable, the systems adopted in the OECD Decision (under subheading (ii)) and other accepted classification systems (under subheadings (iii) to (xii)). According to the OECD Decision, only one waste code (from either the Basel or OECD systems) should be given, except in the case of mixtures of wastes for which no individual entry exists. In such a case, the code of each fraction of the waste should be provided in order of importance (in an annex if necessary).

(a) **Subheading (i):** Basel Convention Annex VIII codes should be used for wastes that are subject to control under the Basel Convention and the OECD Decision (see Part I of Appendix 4 in the OECD Decision); Basel Annex IX codes should be used for wastes that are not usually subject to control under the Basel Convention and the OECD Decision but which, for a specific reason such as contamination by hazardous substances or different classification according to national regulations, are subject to such control (see Part I of Appendix 3 in the OECD Decision). Basel Annexes VIII and IX can be found in the text of the Basel Convention as well as in the Instruction Manual available from the Secretariat of the Basel Convention. If a waste is not listed in Annexes VIII or IX of the Basel Convention, insert "not listed".

(b) **Subheading (ii):** OECD member countries should use OECD codes for wastes listed in Part II of Appendices 3 and 4 of the OECD Decision, i.e., wastes that have no equivalent listing in the Basel Convention or that have a different level of control under the OECD Decision from the one required by the Basel Convention. If a waste is not listed in Part II of Appendices 3 and 4 of the OECD Decision, insert "not listed".

(c) **Subheading (iii):** European Union Member States should use the codes included in the European Community list of wastes (see Commission Decision 2000/532/EC as amended).⁷

⁶ In the European Community Regulation, the definition of operation R1 in the list of abbreviations is different from that used in the Basel Convention and the OECD Decision; both wordings are therefore provided. There are other editorial differences between the terminology used in the European Community and that used in the Basel Convention and the OECD Decision, which are not contained in the list of abbreviations.

⁷ See <http://ec.europa.eu/environment/waste/framework/list.htm>.

(d) **Subheadings (iv) and (v):** Where applicable, national identification codes used in the country of export and, if known, in the country of import should be used.

(e) **Subheading (vi):** If useful or required by the relevant competent authorities, add here any other code or additional information that would facilitate the identification of the waste.

(f) **Subheading (vii):** State the appropriate Y-code or Y-codes according to the “Categories of wastes to be controlled” (see Annex I of the Basel Convention and Appendix 1 of the OECD Decision), or according to the “Categories of wastes requiring special consideration” given in Annex II of the Basel Convention (see Appendix 2 of the Basel Instruction Manual), if it or they exist(s). Y-codes are not required by the OECD Decision except where the waste shipment falls under one of the two “Categories requiring special consideration” under the Basel Convention (Y46 and Y47 or Annex II wastes), in which case the Basel Y-code should be indicated.

(g) **Subheading (viii):** If applicable, state here the appropriate H-code or H-codes, i.e., the codes indicating the hazardous characteristics exhibited by the waste (see the list of abbreviations and codes attached to the notification document).

(h) **Subheading (ix):** If applicable, state here the United Nations class or classes which indicate the hazardous characteristics of the waste according to the United Nations classification (see the list of abbreviations and codes attached to the notification document) and are required to comply with international rules for the transport of hazardous materials (see the United Nations Recommendations on the Transport of Dangerous Goods. Model Regulations (Orange Book), latest edition).⁸

(i) **Subheadings (x and xi):** If applicable, state here the appropriate United Nations number or numbers and United Nations shipping name or names. These are used to identify the waste according to the United Nations classification system and are required to comply with international rules for transport of hazardous materials (see the United Nations Recommendations on the Transport of Dangerous Goods. Model Regulations (Orange Book), latest edition).⁸

(j) **Subheading (xii):** If applicable, state here customs code or codes, which allow identification of the waste by customs offices (see the list of codes and commodities in the “Harmonized commodity description and coding system” produced by the World Customs Organization).

26. **Block 15:** The Basel Convention uses the term “States”, whereas the OECD Decision uses “Member countries” and the European Community Regulation uses “Member States”. On line (a) of block 15, provide the name of the countries or States of export, transit and import or the codes for each country or State by using the ISO standard 3166 abbreviations.⁹ On line (b), provide the code number of the respective competent authority for each country if required by the national legislation of that country and on line (c) insert the name of the border crossing or port and, where applicable, the customs office code number as the point of entry to or exit from a particular country. For transit countries give the information in line (c) for points of entry and exit. If more than three transit countries are involved in a particular movement, attach the appropriate information in an annex.

27. **Block 16:** This block should be completed for movements involving entering, passing through or leaving Member States of the European Union.

28. **Block 17:** Each copy of the notification document is to be signed and dated by the exporter (or by the recognized trader, dealer or broker if acting as an exporter) or the competent authority of the State of export, as appropriate, before being forwarded to the competent authorities of the countries concerned. Under the Basel Convention, the waste generator is also required to sign the declaration; it is noted that this may not be practicable in cases where there are several generators (definitions regarding practicability may be contained in national legislation). Further, where the generator is not known, the person in possession or control of the waste should sign. Some countries may require that the declaration also certify the existence of insurance against liability for damage to third parties. Some countries may require proof of insurance or other financial guarantees and a contract to accompany the notification document.

29. **Block 18:** Indicate the number of annexes containing any additional information supplied with the notification document (see blocks 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 20 or 21). Each annex must include a reference to the notification number to which it relates, which is indicated in the corner of block 3.

⁸ See <http://www.unece.org/trans/danger/danger.htm>.

⁹ In the European Community, the terms “dispatch” and “destination” are used instead of “export” and “import”.

30. **Block 19:** This block is for use by the competent authority to acknowledge receipt of the notification. Under the Basel Convention, the competent authority or authorities of the country or countries of import (where applicable) and transit issue such an acknowledgement. Under the OECD Decision, the competent authority of the country of import issues the acknowledgement. Some countries may, according to their national legislation, require that the competent authority of the country of export also issues an acknowledgement.

31. **Blocks 20 and 21:** Block 20 is for use by competent authorities of any country concerned when providing a written consent to a transboundary movement of waste. The Basel Convention (except if a country has decided not to require written consent with regard to transit and has informed the other Parties thereof in accordance with Article 6(4)) of the Basel Convention) and certain countries always require a written consent whereas the OECD Decision does not require a written consent. Indicate the name of the country (or its code by using the ISO standard 3166 abbreviations), the date on which the consent is provided and the date on which it expires. If the movement is subject to specific conditions, the competent authority in question should tick the appropriate box and specify the conditions in block 21 or in an annex to the notification document. If a competent authority wishes to object to the movement it should do so by writing "OBJECTION" in block 20. Block 21, or a separate letter, may then be used to explain the reasons for the objection.

Specific instructions for completing the movement document

32. The exporter or the competent authority of the State of export, as appropriate, is to complete blocks 2–16, except the means of transport, the date of transfer and the signature, which appear in blocks 8 (a) to 8 (c) and which are to be completed by the carrier or its representative. The importer is to complete block 17 in the event that it is not the disposer or recoverer and it takes charge of a shipment of waste after it arrives in the country of import.

33. **Block 1:** Enter the notification number of the consignment. This is copied from block 3 in the notification document.

34. **Block 2:** For a general notification for multiple shipments, enter the serial number of the shipment and the total intended number of shipments indicated in block 4 in the notification document. (for example, write "4" and "11" for the fourth shipment out of eleven intended shipments under the general notification in question). In the case of a single notification, enter 1/1.

35. **Blocks 3 and 4:** Reproduce the same information on the exporter or the competent authority of the State of export, as appropriate, and importer as given in blocks 1 and 2 in the notification document.

36. **Block 5:** Give the actual weight in tonnes (1 megagram (Mg) or 1,000 kg) or volume in cubic metres (1,000 litres) of the waste. Other units of the metric system, such as kilograms or litres, are also acceptable; when used, the unit of measure should be indicated and the unit in the form should be crossed out. Some countries may always require the weight to be quoted. Attach, wherever possible, copies of weighbridge tickets.

37. **Block 6:** Enter the date when the shipment actually starts. The starting dates of all shipments should be within the validity period issued by the competent authorities. Where the different competent authorities involved have granted different validity periods, the shipment or shipments may only take place in the time period during which the consents of all competent authorities are simultaneously valid.

38. **Block 7:** Types of packaging should be indicated using the codes provided in the list of abbreviations and codes attached to the movement document. If special handling precautions are required, such as those prescribed by producers' handling instructions for employees, health and safety information, including information on dealing with spillage, and transport emergency cards, tick the appropriate box and attach the information in an annex. Also enter the number of packages making up the consignment.

39. **Blocks 8 (a), (b) and (c):** Enter the registration number (where applicable), name, address (including the name of the country), telephone and fax numbers (including the country code) and e-mail address of each actual carrier. When more than three carriers are involved, appropriate information on each carrier should be attached to the movement document. When transport is organized by a forwarding agent, the agent's details should be given in block 8 and the information on each carrier should be provided in an annex. The means of transport, the date of transfer and a signature should be provided by the carrier or carrier's representative taking possession of the consignment. A copy of the signed movement document is to be retained by the exporter. Upon each

successive transfer of the consignment, the new carrier or carrier's representative taking possession of the consignment will have to comply with the same request and also sign the document. A copy of the signed document is to be retained by the previous carrier.

40. **Block 9:** Reproduce the information given in block 9 of the notification document.
41. **Blocks 10 and 11:** Reproduce the information given in blocks 10 and 11 in the notification document. If the disposer or recoverer is also the importer, write in block 10: "Same as block 4". If the disposal or recovery operation is a D13–D15 or R12 or R13 operation (according to the definitions of operations set out in the list of abbreviations and codes attached to the movement document), the information on the facility performing the operation provided in block 10 is sufficient. No further information on any subsequent facilities performing R12/R13 or D13–D15 operations and the subsequent facility(ies) performing the D1–D12 or R1–R11 operation(s) needs to be included in the movement document.
42. **Blocks 12, 13 and 14:** Reproduce the information given in blocks 12, 13 and 14 in the notification document.
43. **Block 15:** At the time of shipment, the exporter (or the recognized trader or dealer or broker if acting as an exporter) or the competent authority of the State of export, as appropriate, or the generator of the waste according to the Basel Convention, shall sign and date the movement document. Some countries may require copies or originals of the notification document containing the written consent, including any conditions, of the competent authorities concerned to be enclosed with the movement document.
44. **Block 16:** This block can be used by any person involved in a transboundary movement (exporter or the competent authority of the State of export, as appropriate, importer, any competent authority, carrier) in specific cases where more detailed information is required by national legislation concerning a particular item (for instance information on the port where a transfer to another transport mode occurs, the number of containers and their identification number, or additional proof or stamps indicating that the movement has been approved by the competent authorities).
45. **Block 17:** This block is to be completed by the importer in the event that it is not the disposer or recoverer and in case the importer takes charge of the waste after the shipment arrives in the country of import.
46. **Block 18:** This block is to be completed by the authorized representative of the disposal or recovery facility upon receipt of the waste consignment. Tick the box of the appropriate type of facility. With regard to the quantity received, please refer to the specific instructions on block 5 (paragraph 36). A signed copy of the movement document is given to the last carrier. If the shipment is rejected for any reason, the representative of the disposal or recovery facility must immediately contact his or her competent authority. Under the OECD Decision, signed copies of the movement document must be sent within three working days to the exporter and the competent authority in the countries concerned (with the exception of those OECD transit countries which have informed the OECD Secretariat that they do not wish to receive such copies of the movement document). The original movement document shall be retained by the disposal or recovery facility.
47. Receipt of the waste consignment must be certified by any facility performing any disposal or recovery operation, including any D13–D15 or R12 or R13 operation. A facility performing any D13–D15 or R12/R13 operation or a D1–D12 or R1–11 operation subsequent to a D13–D15 or R12 or R13 operation in the same country, is not, however, required to certify receipt of the consignment from the D13–D15 or R12 or R13 facility. Thus, block 18 does not need to be used for the final receipt of the consignment in such a case. Indicate also the type of disposal or recovery operation by using the list of abbreviations and codes attached to the movement document and the approximate date by which the disposal or recovery of waste will be completed (this is not required by the OECD Decision).
48. **Block 19:** This block is to be completed by the disposer or recoverer to certify the completion of the disposal or recovery of the waste. Under the Basel Convention, signed copies of the document with block 19 completed should be sent to the exporter and competent authorities of the country of export. Under the OECD Decision, signed copies of the movement document with block 19 completed should be sent to the exporter and competent authorities of the countries of export and import as soon as possible, but no later than 30 days after the completion of the recovery and no later than one calendar year following the receipt of the waste. For disposal or recovery operations D13–D15 or R12 or R13, the information on the facility performing such an operation provided in block 10 is sufficient, and no further information on any subsequent facilities performing R12/R13 or D13–D15 operations and the subsequent facility(ies) performing the D1–D12 or R1–R11 operation(s) need be included in the movement document.

49. The disposal or recovery of waste must be certified by any facility performing any disposal or recovery operation, including a D13–D15 or R12 or R13 operation. Therefore, a facility performing any D13–D15 or R12/R13 operation or a D1–D12 or R1–R11 operation, subsequent to a D13–D15 or R12 or R13 operation in the same country, should not use block 19 to certify the recovery or disposal of the waste, since this block will already have been completed by the D13–D15 or R12 or R13 facility. The means of certifying disposal or recovery in this particular case must be ascertained by each country.

50. **Blocks 20, 21 and 22:** Not required by the Basel Convention or by the OECD Decision. The blocks may be used for control by customs offices at the borders of country of export, transit and import if so required by national legislation.
